



## Émeute à la « prison de Bordeaux »



Le Centre de détention de Montréal s'est réveillé hier matin d'une nuit d'enfer. De vendredi à hier, des détenus mutins ont tenu tête pendant plus de sept heures aux forces de l'ordre, ont saccagé l'aile A de la prison et ont même fait croire à l'évasion de trois des leurs. Il aura fallu jusqu'à 15 h 30 hier, soit 17 heures après le début de l'émeute, avant que les autorités du Centre de détention de Montréal — jadis appelé prison de Bordeaux — ne puissent déclarer que tous les détenus avaient été identifiés et que personne ne manquait à l'appel. Les détails en page A3.

## Jack Layton prend la tête du NPD

### Le candidat québécois Pierre Ducasse, une véritable révélation

Les vedettes du Congrès pour la direction du Nouveau Parti Démocratique auront été deux Québécois: le vainqueur, Jack Layton, né et élevé dans la région de Montréal, et la véritable révélation, Pierre Ducasse, qui a même déjà un surnom: «le petit gars de Sept-Îles». C'est plus qu'un symbole: le NPD prend ainsi ses distances avec son héritage des Prairies et l'influence des grandes centrales syndicales canadiennes.



Michel Vastel

L'élection de Layton au premier tour, avec 53,5 % des suffrages exprimés, a été une surprise, même s'il était considéré comme le favori. Son principal adversaire, le député de Winnipeg Bill Blaikie, n'a recueilli que 24,6 % des voix et n'avait de toutes manières aucune chance de rattraper son retard. Les deux autres députés dans la course, Lorne Nystrom de la Saskatchewan (9,3 % des suffrages) et Joe Comartin de Windsor (7,7 %) n'ont donc fait que de la figuration.

Mais la vedette, parmi la brochette de candidats, fut ce Ducasse (3,7 % des suffrages exprimés), un Québécois inconnu il y a six mois, le plus bilingue de tous tant son anglais est bon, excellent communicateur et inspiré par son travail pour les Corporations de développement communautaire du Québec. A voir les délégués du Canada anglais se précipiter vers lui pendant le Congrès, on avait l'impression de se retrouver avec une sorte de Mario Dumont de la

Voir NPD en A 2 >



Le nouveau chef, Jack Layton, accompagné de sa femme, Olivia Chow, célèbre sa victoire avec ses partisans.

### CARTE-SANTÉ

## Un projet aux oubliettes ?

VALÉRIE LESAGE  
VLesage@lesoleil.com

L'avenir de la carte-santé, un projet qui aura bientôt coûté 13,6 millions \$ aux contribuables, apparaît de plus en plus incertain à l'approche des élections générales.

Le ministère de la Santé n'a plus d'échéancier de réalisation et si le PQ était vaincu lors du scrutin, la carte-santé serait transformée par l'ADQ ou écartée des priorités par les libéraux.

À la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ), une dizaine d'employés travaillent à l'écriture d'un projet de loi et à la conception administrative de la carte-santé. Cinq consultants externes (CGI Cognicase et GBS) planchent aussi sur le projet.

La version améliorée de la carte-santé ne sera toutefois pas présentée avant que le ministre François Legault ait obtenu les résultats de l'étude de coûts-bénéfices commandée à une firme privée après la commission parlementaire de l'hiver 2002. Les résultats sont attendus ce printemps.

«C'est un dossier mort-né», croit le critique libéral Jean-Marc Fournier, qui s'étonne encore que l'étude attendue n'ait pas été commandée avant la présentation d'un avant-projet de loi l'an dernier.

«Ça fait depuis 1995 que ce projet est supposé pour l'année prochaine!», s'exclame-t-il, convaincu que le gouvernement voudrait enterrer le dossier.

«J'en ai déduit que le gouvernement s'est rendu compte du manque de réalisme de l'approche mise de l'avant», estime pour sa part le porte-parole adéquat en santé, le Dr Stephen Morgan.

L'avant-projet de loi qui a fait l'objet de débats en commission parlementaire l'hiver dernier proposait une carte-santé à microprocesseur donnant accès à un résumé des renseignements de santé sur le patient.

Le résumé, entreposé dans une banque de données à la RAMQ, aurait informé le personnel soignant sur le groupe sanguin, les allergies, la médication, les diagnostics et les derniers résultats de laboratoire. Tout ça dans le but de faciliter l'évaluation médicale des malades qui entrent à l'hôpital, disait-on.

Le projet a suscité de vives critiques, parmi lesquelles la crainte d'une perte de confidentialité, un contrôle excessif de la RAMQ, le temps de saisie des données et leur fiabilité. Car si les médecins ne peuvent pas faire confiance à l'outil, il sera complètement inutile.

La carte-santé nécessite par ailleurs des investissements considérables dans l'informatisation du réseau de la santé. La RAMQ continue de parler de 159 millions \$ pour mettre le projet en marche, avec des coûts d'opération de 35 millions \$ par année. Cette somme n'inclut pas l'achat des ordinateurs; un «point litigieux» qui fera l'objet de discussions avec les médecins, après

Voir OUBLIETTES en A 2 >

### IRAK

## Une douzaine de pays prêts à participer à une attaque, affirme Powell

DAVOS, Suisse (AFP) — Le secrétaire d'État américain Colin Powell a affirmé hier «qu'une douzaine de pays au moins» seraient aux côtés des États-Unis en cas d'attaque contre l'Irak, même sans nouvelle résolution de l'ONU sur l'usage de la force contre Bagdad.

M. Powell, qui s'adressait à des journalistes dans l'avion l'amenant au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, où il est arrivé hier matin, a assuré que les États-Unis «ne seront pas seuls» s'ils décidaient d'intervenir contre le régime de Saddam Hussein.

Il a refusé de donner une liste, laissant le soin aux pays concernés de se déclarer. La Maison-Blanche a toutefois mentionné la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Espagne et des pays d'Europe de l'Est.

M. Powell doit prononcer aujourd'hui au Forum un important discours sur la crise avec l'Irak, a indiqué le département d'État.

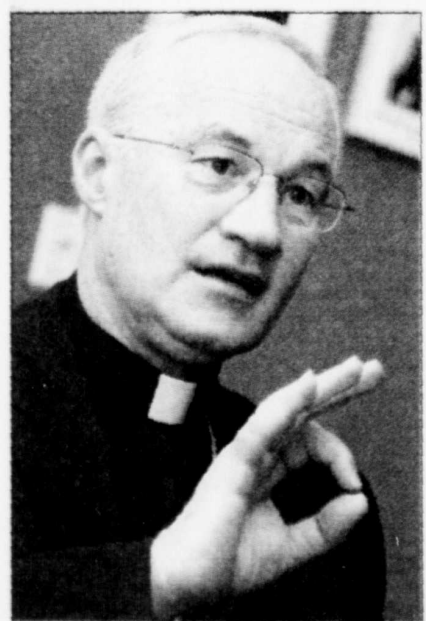
Il a notamment signalé qu'il ne fallait pas attendre du discours du président Bush sur l'état de l'Union, le 28 janvier, qu'il donne le coup d'envoi d'une opération militaire, mais qu'il devait plutôt «présenter soigneusement la position des États-Unis» dans ce dossier.

«Je suis sûr que le président parlera (de l'Irak) dans son discours, mais je ne m'attends pas à une quelconque annonce spectaculaire, si c'est cela que certains attendent», a-t-il affirmé.

Ce discours surviendra au lendemain d'un rapport très attendu des chefs des inspecteurs de l'ONU en Irak, Hans

Voir POWELL en A 2 >

La guerre des opinions perdue pour les É.-U. A 9



M<sup>gr</sup> Marc Ouellet

### ENTREVUE AVEC LE NOUVEL ARCHEVÊQUE DE QUÉBEC

## M<sup>gr</sup> Ouellet ne voit aucune raison de revenir sur le célibat des prêtres

PIERRE ASSELIN  
PAsselin@lesoleil.com

■ M<sup>gr</sup> Marc Ouellet ne voit aucune raison de revenir sur le célibat des prêtres, même si l'Église accueille dans ses rangs des pasteurs anglicans, mariés, opposés à l'ordination des femmes.

En entrevue avec LE SOLEIL, le nouveau primat canadien nous apprend en effet que des prêtres anglicans reviennent dans le giron de Rome. Ils abandonnent leur Église parce qu'ils sont en profond désaccord avec elle et ils intègrent, mariés, celle qui exige le

célibat de ses pasteurs. «La décision d'accepter l'ordination des femmes a affecté profondément l'anglicanisme. Il y a des prêtres qui quittent pour cette raison, plusieurs même. Il y en a beaucoup qui sont en attente.» Vont-ils célébrer la messe? «Évi-

demment! Ils sont mariés, on ne les forcera pas à divorcer. Mais ça se fait dans la discrétion.»

Selon lui, il ne faudrait pas pour autant que l'Église latine revienne sur cette question pour ses propres prêtres. Cela serait interprété, à son avis, comme un manque de confiance envers l'homme moderne.

M<sup>gr</sup> Ouellet se défend d'être un conservateur venu pour corriger des

Voir CÉLIBAT en A 2 >  
L'homme du mystère A 5  
Passionné et... hockeyeur A 5

### SOMMAIRE

Actualités	A 3	Oiseaux et cie	B 6
Agenda	B 6	Petites annonces	S 20
Arts et vie	B 1	Sports	S 1
Décès	B 10	Statistiques	S 17
Diversissements	B 11	Télévision	B 2
Le monde	A 9		

### LA MÉTÉO

Maximum -7, minimum -12  
Nuageux avec faible neige. Vents légers. Demain, plutôt nuageux. Détails page S24.

Accumulation de neige (avant hier)  
Ce mois-ci: 34,8 cm Lan dernier: 38,5 cm  
Cet hiver: 127,9 cm L'hiver dernier: 97,3 cm

QUÉBEC,  
107<sup>e</sup> ANNÉE, N° 28  
FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL,  
OTTAWA 87¢  
PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES



DEMAIN DANS LE SOLEIL

Le XXXVII<sup>e</sup> Super Bowl



Les Raiders d'Oakland et les Buccaneers de Tampa Bay se disputent, aujourd'hui, à San Diego, les honneurs du XXXVII<sup>e</sup> Super Bowl. À lire demain, dans le cahier Sport, les commentaires de François Ratté et tous les détails de cet affrontement tant attendu.

Dans le cahier Sports

Gotar, la chimie propre



Spécialisée dans la fabrication de produits nettoyants écologiques, Gotar Technologies vient de signer un contrat de cinq ans pour la maintenance de la flotte de la US Navy. Le miracle de la formule, c'est que ses produits dégraissants sont non toxiques et biodégradables.

Dans le cahier Économie

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344	www.cyberpresse.ca
	1-866-686-3344	
Carrières et professions	686-3270	
Petites annonces	844-4444	
Promotion	686-3342	
Publicité détaillants	686-3435	
Publicité générale	686-3270	
Rédaction	686-3394	
Renseignements	686-3233	

LE SOLEIL

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

Envoi de publication - Numéro de convention 0470198  
Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.  
ISSN 0319-0730

LES SUITES

POWELL

Suite de la Une

Le Conseil de sécurité est fortement divisé



Colin Powell

Blix et Mohamed ElBaradei, deux mois après le début de leur mission sur le terrain.

C'est cependant un Conseil de sécurité profondément divisé qui entendra demain le rapport des inspecteurs. Conseil auquel les États-Unis ont du mal à faire admettre leur volonté.

Pour Condoleezza Rice, la conseillère pour la sécurité du président américain George W. Bush, ce rapport à l'issue de deux mois d'inspections sur place est « vraisemblablement le début de la dernière phase ».

Quant au président Bush, il réaffirme que le temps presse, que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive et qu'il est prêt à diriger, sans mandat de la communauté internationale, une coalition de pays volontaires pour le désarmer par la force.

Washington, s'accordent en effet à dire les diplomates, ne peut pas actuellement rassembler au Conseil de sécurité les voix nécessaires à l'adoption d'une résolution donnant le feu vert à une guerre contre l'Irak.

« À ce jour, nous n'avons pas les votes nécessaires », reconnaît un diplomate appartenant à l'un des quatre pays les plus favorables à une intervention militaire.

« Mais dans un mois, et si les inspections se poursuivent avec le même rythme et la même intensité, ajoutez-t-il sous le couvert de l'anonymat, nous pourrions bien les avoir. »

Le Conseil de sécurité, explique un diplomate de haut rang, est partagé en quatre groupes, les cinq membres per-

manents étant eux-mêmes profondément divisés — États-Unis et Grande-Bretagne d'une part, Chine, France et Russie de l'autre part.

Pour être adoptée, une résolution du Conseil de sécurité doit obtenir un minimum de 9 voix pour et aucun membre permanent ne doit voter contre.

L'Espagne et la Bulgarie, selon ce diplomate, sont aux côtés de Washington et de Londres et prêts à autoriser dès aujourd'hui l'usage de la force contre le régime de Saddam Hussein.

Pour ces pays, il y a en effet déjà assez d'éléments pour que le Conseil de sécurité décide — ce qui aux termes de la résolution 1441 du 8 novembre, il est seul en mesure de faire — qu'il y a eu de nouvelles « violations patentées » de la part de l'Irak et que le recours à la force peut être autorisé.

La Guinée et le Cameroun hésitent mais il ne leur en faudrait pas beaucoup pour voter comme le souhaite Washington alors que, toujours selon ce diplomate, les pays du troisième groupe — Angola, Chili, Mexique et Pakistan — sont beaucoup plus réticents.

À l'image de la France, ce groupe estime que le recours à la force ne doit constituer qu'une dernière extrémité après que toutes les autres méthodes aient été épuisées et pourrait donc être convaincu à l'issue d'une nouvelle période d'inspection.

Enfin, le quatrième groupe est constitué de l'Allemagne et de la Syrie, qui, selon ce diplomate qui ne peut être identifié, ne seraient en aucune circonstance disposées à voter la guerre.

OUBLIETTES

Suite de la Une

l'adoption du projet de loi, nous dit-on à la RAMQ. Entre-temps, l'informatisation des laboratoires se poursuit et devrait atteindre 50% d'ici la fin de 2004.

Dans le plan d'action qu'il a déposé en décembre, le ministre François Legault s'est engagé à « adapter le projet de carte-santé pour que cet outil facilite le suivi et la prise en charge » des patients. Impossible pour l'instant de savoir à quoi va ressembler la version adaptée de la carte, mais la porte-parole de la Régie, Nathalie Pitre, parle toujours d'un résumé des renseignements de santé.

« Ce n'est pas une approche intelligente », soutient le D<sup>r</sup> Morgan, pour qui ce projet est déjà un « ancêtre » de la solution que son parti privilégie.

L'ADQ ne veut pas d'une banque de données centrale à cause des dangers pour la confidentialité. Elle ne veut pas non plus d'une information parcellaire.

La solution privilégiée par les adéquistes fait partie de celles qui ont été proposées en commission parlementaire: un dossier médical informatisé accessible avec la carte d'identité du patient et une carte d'habilitation du médecin. De cette façon, le dossier du patient reste dans les archives de chaque établissement de santé, mais s'il est éparpillé à plusieurs endroits, le médecin peut quand même y avoir un accès facile et rapide.

« Ce serait une priorité majeure pour nous. Le patient serait mieux soigné et il y aurait des économies énormes parce qu'on éviterait la duplication d'examen. Le médecin saurait que X qui arrive à l'urgence a déjà subi une coloscopie et il aurait les résultats », fait valoir le D<sup>r</sup> Morgan.

Pour s'assurer que les informations sont à jour, car il y a toujours un délai d'inscription, les dernières données pourraient être diétées et disponibles pour les médecins par un code d'accès. Cette méthode est déjà employée dans quelques hôpitaux.

Chez les libéraux, on favorise aussi l'approche du dossier médical « partageable » via l'informatique, considéré plus efficace et complet que le résumé des renseignements de santé. Mais avant d'investir des millions dans cette aventure, le PLQ mise sur d'autres priorités.

« Pourquoi dépenser des millions pour une meilleure évaluation médicale si on n'est pas capables de donner les services aux patients? Il faut d'abord s'attaquer aux listes d'attente, redonner de l'accessibilité aux soins et après informatiser le réseau. Ensuite, on pourra passer au dossier-patient partageable », estime le député Fournier.

CÉLIBAT

Suite de la Une

positions qui s'écarteraient trop des idées de Rome.

« Ce n'est pas l'esprit des personnes qui m'ont approché pour rendre ce service. On ne m'a pas donné de consigne. J'ai été choisi pour être au Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens parce que je suis un homme d'unité et de dialogue. C'est un travail que j'ai fait avec des gens qui pensent autrement. »

Sur la question de l'absolution collective, il a été mis au fait du dossier par son prédécesseur. Il y a eu des abus dans certaines parties du monde, explique-t-il, et la confession perdait de son sens. À Québec, il entend faire une recherche commune de solutions « qui soient justes, pour nous. Il y aura plus de restrictions, mais à quel degré? C'est une question complexe ».

SURPRISE

Il reconnaît que sa nomination a pu en surprendre plusieurs. Après tout il arrive après que ses trois prédécesseurs aient été choisis au sein même du diocèse, mais il n'y voit rien d'inhabituel en soi.

« On ne doit pas interpréter cela comme signifiant que les gens qui sont sur place n'inspirent pas confiance. En France, on vient de nommer un jeune évêque primat des Gaules, à Lyon. Ça a causé quelques surprises, mais c'est un facteur de nouveauté. »

La nouveauté, M<sup>re</sup> Ouellet se dit ouvert au changement, mais pas à n'importe quel changement.

« Je crois profondément dans des valeurs, peut-être qu'elles sembleront du changement par rapport à ce qui existe, mais il me manque encore une connaissance concrète du milieu pour le savoir. »

La question de l'ordination des femmes a été tranchée définitivement, a-t-il rappelé lors de sa première sortie officielle, mercredi. En entrevue, il soulignera que cette volonté que peuvent manifester plusieurs catholiques n'est pas universelle, alors que la position de l'Église, elle, doit l'être.

« Allez porter ce discours aux orthodoxes, et vous allez frapper un mur. Ils ne partagent pas du tout ce point de vue. L'Église ne doit pas être comme inféodée aux idées dominantes d'une culture à une époque donnée. »

Par ailleurs, il n'arrive pas à Québec en s'imaginant que la pratique religieuse peut revenir à ce qu'elle a déjà été. Il faut regarder vers de nouveaux modèles, selon lui.

« Remplir les églises. Ce n'est plus le modèle qu'il faut avoir en tête. Il faut que vivent des communautés concrètes, et surtout qu'elles aient le goût de donner la vie. Il y a un lien étroit entre la vitalité de la foi et le don de la vie. Il est risqué de mettre un enfant dans le monde quand on n'a pas une relation vivante à Dieu. Personne ne m'enlèvera que le christianisme offre une leçon de bonheur. »

Le taux de pratique de la religion le dimanche lui apparaît d'ailleurs moins important encore que la diminution de la ferveur chrétienne dans son ensemble.

« Il existe 800 sectes ou groupes religieux au Québec. Là où la vraie religion diminue, les sectes prolifèrent, car le sentiment religieux appartient à la nature de l'homme. Et ce sentiment devient alors un terreau pour la manipulation, l'exploitation. »

NPD

Suite de la Une

gauche canadienne!

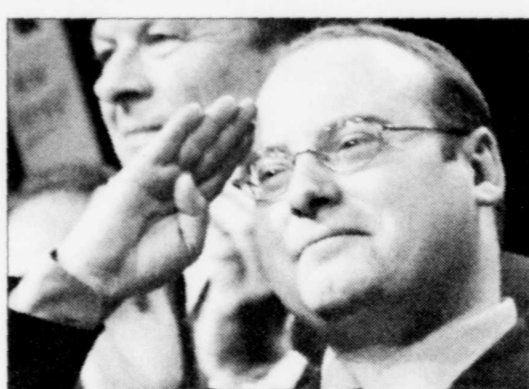
« C'est un Tommy Douglas! [ancien premier ministre de la Saskatchewan et l'un des fondateurs du parti], dit Alexa McDonough après l'avoir embrassé chaleureusement. « Il a le talent d'un futur chef du NPD », renchérit le premier ministre du Manitoba, Gary Doer. « C'est le plus talentueux de tous », dit Pat Atkinson, une ancienne ministre de Roy Romanow en Saskatchewan, qui souhaite que son gouvernement l'engage pendant un an pour lui donner l'expérience de la social démocratie au pouvoir.

Ducasse sera réélu président associé du NPD aujourd'hui et « ne ferme aucune porte »; bien que son premier choix soit la politique fédérale, dans sa circonscription de Manicouagan, il pourrait aussi être tenté, comme les Remy Trudel et les François Beaulne, d'autres anciens candidats vedette du NPD, de se présenter sur la scène provinciale. Même des observateurs libéraux, présents à Toronto, hier, se demandaient comment ils pourraient eux-mêmes le recruter!

La victoire de Jack Layton, appuyé par l'ancien chef Ed Broadbent incidemment, est celle d'un nouveau parti qui veut se moderniser et sortir de ses vieux débats sur la santé ou le libre-échange. Layton, lui-même conseiller municipal de Toronto comme sa femme, Olivia Chow, et ancien président de la Fédération des municipalités du Canada, a d'ailleurs annoncé qu'il fera des problèmes urbains — le logement social, le transport en commun, la pauvreté — son cheval de bataille.

Vendredi et hier matin, on avait l'impression qu'un mouvement anybody but Layton, était en train de se dessiner. C'est un outsider après tout, qui ne pourra même pas diriger son groupe parlementaire lundi à la Chambre des communes. Mais la formule du vote — au suffrage universel — a mis en évidence le fait que les 82 000 militants à travers le pays ne pensent pas comme la poignée de députés (14) qui les représentent aux Communes.

Trahis par l'informatique, les organisateurs



Pierre Ducasse, un candidat qui a surpris.

ont frôlé la catastrophe après qu'un hacker ait envahi le système et bloqué tout vote des 1063 personnes présentes à Toronto, dont tous les représentants des centrales syndicales qui comptent pour 25% des suffrages. Le premier, et le seul, tour de scrutin a finalement pris quatre heures. Près de la moitié des membres du NPD — 40 463 — avaient enregistré leur vote à l'avance, par la poste ou par courrier électronique. Au total, 43 652 personnes ont voté mais le vote pondéré des centrales syndicales a porté le total de ces suffrages exprimés à 58 202,6667 votes. Ce système, particulièrement complexe, fait ainsi que le vainqueur a obtenu 31 149,9502 voix... au dix-millième près!

Le nouveau chef est certainement plus charismatique qu'aucun des membres du caucus actuel et il est parfaitement bilingue. Mais s'il risque d'être bien reçu dans la population, Jack Layton n'est pas au bout de ses peines avec le NPD lui-même. Il va devoir, d'ici lundi matin, distribuer de nouveaux rôles au sein de son groupe parlementaire. Or, les attaques entre les députés ont été très dures, et Sven Robinson de la Colombie-Britannique, qui fut très visible dans la campagne de Layton, s'attend à une promotion. Mais cela risque de ne pas passer très facilement auprès de ses collègues. Et puis, en dehors du grand Toronto, l'homme n'est pas encore très connu.

Caravan Cherokee p.l. Cruiser Dodge SX 2-0 Liberty Grand Cherokee

**STE-FOY CHRYSLER**

Des conseillers passionnés

2025, Jean-Talon Sud Sainte-Foy (Québec) (418) 682-2025 www.sfchrysler.com

Nelson Gignac Daniel Gagnon

Une équipe de vrais passionnés

Grand Caravan p.l. Cruiser Liberty p.l. Cruiser Grand Cherokee Caravan

**40<sup>e</sup> Anniversaire Scouts de Cap-Rouge**

Vous avez déjà fait partie du 72<sup>e</sup> Groupe Scout ou de la Ruche de Cap-Rouge? Venez fêter le 40<sup>e</sup> du groupe avec nous du 2 au 9 février au Parc des Écores derrière le mail de Cap-Rouge. Tentes chauffées, queenzes, jeux sur neige, animation et souvenirs vous y attendent!

Pour information : Lucie Papillon : 656-0684 Annie Légaré-Bilodeau : 651-1090 Nicole Turcotte : 658-9410

40 ans ça se fête... Viens scoutier avec nous !!!

**Castel**

20 minutes pour 99¢ par appel

Parlez jusqu'à 20 minutes pour 99¢ par appel

Minutes additionnelles 10¢/minute

France Suède Italie Suisse Irlande Écosse Norvège Belgique

Canada Portugal Allemagne Autriche Finlande Australie Espagne Pays-Bas

États-Unis Singapour Danemark Angleterre Hong Kong Luxembourg Corée du Sud Nouvelle-Zélande

Appels aux cellulaires internationaux et services spécialisés peuvent être chargés à des taux plus élevés. Pour les tarifs MOBILES ou des AUTRES PAYS visitez: www.1010710.com

• Pas de contrat à signer! • Pas de frais supplémentaire!  
• Pas besoin d'abonnement! • 24 heures, 7 jours/semaine!

**10-10-710**

Amérique du Nord et Caraïbes: 10-10-710 + 1 + code régional + numéro  
Outre-mer: 10-10-710 + 011 + code du pays + numéro de téléphone

Pour info appelez au service à la clientèle sans frais : 10-10-710-00

Castel à une entente avec Bell pour facturer vos appels 10-10-710 sur votre facture mensuelle de téléphone

**LOTO QUÉBEC**

Résultats

649 Tirage du 2003-01-25

09 14 17 32 39 49

Complémentaire: (36)

49 Tirage du 2003-01-25

12 25 28 31 45 48

Complémentaire: (15)

Lots bonus Double Jeu

16 18 44 49 50 000 \$  
26 27 37 44 25 000 \$  
40 41 48 49 25 000 \$

Les sélections participantes au Loto 649 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion. \*\*Cagnottes partagées. Voir détails aux points de ventes.

3 Tirage du 2003-01-25

4 Tirage du 2003-01-25

01 02 04 08 12 17 18 19 20 24  
32 35 37 41 42 55 56 64 68 70

468 7238

Extra Tirage du 2003-01-24

NUMÉRO: 479478

Extra Tirage du 2003-01-25

NUMÉRO: 464480

SUPER 7 Tirage du 2003-01-24

7/7 0 5 000 000,00 \$  
6/7+ 2 115 747,00 \$  
6/7 74 2 737,20 \$  
5/7 5 103 141,70 \$  
4/7 107 241 10,00 \$  
3/7+ 96 772 10,00 \$  
3/7 884 170 Participation gratuite

Ventes totales: 12 776 796 \$  
Prochain gros lot (approx.): 7 500 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu

MISE SUR TOI  
1 866 505 JEUX

# ACTUALITÉS

CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL

## Une nuit d'enfer

Des émeutiers brisent tout pendant 7 heures

MONTRÉAL (PC) — Le Centre de détention de Montréal s'est relevé samedi matin d'une nuit d'enfer. Pendant sept heures, les détenus ont tenu tête aux forces de l'ordre, saccagé l'aile A de la prison et même fait croire à l'évasion de trois des leurs.

Il aura fallu attendre jusqu'à 15h30, soit 17 heures après le début de l'émeute, pour que les autorités du Centre de détention de Montréal — jadis appelé prison de Bordeaux — puissent confirmer que tous les détenus avaient été identifiés et que personne ne manquait à l'appel. Selon les autorités, les dégâts se chiffrent à des dizaines de milliers de dollars.

Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, qui est allé visiter les lieux de l'émeute, n'a pas caché que la vétusté de l'aile assiégée — le secteur de trois étages a été bâti en 1912 — a contribué à compliquer la bataille que les agents de la paix et les pompiers ont dû mener contre les insurgés.

Il a promis d'accélérer la rénovation du secteur touché, prévue pour septembre. « C'est une très vieille aile, en apparence très solide, mais des failles peuvent facilement être trouvées. C'est clair que cette aile est moins sécuritaire que les ailes modernes », a indiqué le ministre.

Pour sa part, le président du syndicat des agents de la paix en service correctionnel, Gaëtan Roberge, a rappelé que la promesse de rénover avait déjà été faite en 1992, par le ministre de l'époque, Claude Ryan.

Pour démontrer la désuétude de l'aile A, qui abritait 131 détenus en attente de procès ou de jugement au moment du soulèvement, Nicole Quesnel, directrice du Centre de détention de Montréal, a noté que, dans les ailes rénovées de la prison, les meubles sont fixés au sol, qu'il est impossible de détacher des tuyaux des murs et qu'il n'y a plus de lavabos en porcelaine amovibles.

Hier, « toutes ces choses ont été utilisées en guise de projectiles par les émeutiers », a-t-elle dit, heureuse de constater qu'aucun des détenus n'avait été blessé. Du côté des forces



À la suite de l'émeute, toute l'aile A était inondée et de nombreux débris lancés par les prisonniers jonchaient le sol.

de l'ordre, un seul agent du service correctionnel a subi de légères blessures à une main.

La Sûreté du Québec, qui enquête sur les circonstances entourant l'émeute et qui compte porter des accusations de méfait et d'incendie criminel contre les responsables, refuse pour l'instant de commenter les origines de l'insurrection.

Mais d'après des agents du service correctionnel, l'isolement du leader des détenus (le « président de la wing », dans le jargon carcéral) plus tôt dans la journée aurait contribué à l'échauffement des esprits.

Une bagarre survenue vers 21h30 entre deux détenus a jeté encore plus d'huile sur le feu. Mais tout a basculé lorsque les prisonniers ont refusé de réintégrer leurs cellules vers 22h30. Certains d'entre eux ont alors lancé des boules de billards en direction de leur gardiens.

À l'aide d'allumettes, de cigarettes et de gaz à briquets, des feux ont été allumés dans les matelas. « Ils ont choisi les choses qui faisaient le plus de fumée », expliquait hier le ministre Mé-

nard en faisant le bilan de la journée.

C'est à ce moment, vers 23 h, que les renforts ont été appelés. Seize camions du Service de sécurité incendie de Montréal (SSIM), transportant 45 pompiers, sont arrivés sur les lieux. Plus de 45 agents de la Sûreté du Québec sont venus prêter main-forte aux agents du service correctionnel à l'intérieur du centre de détention, pendant que la police de Montréal délimitait un périmètre de sécurité à l'extérieur. Une quinzaine d'ambulances d'Urgences Santé se sont aussi jointes à l'équipe d'intervention.

Les détenus ont finalement été repoussés dans les cellules vers 5 h, notamment grâce à l'utilisation du poivre de cayenne en aérosol. Après avoir procédé à l'identification et à l'examen médical des 131 détenus de l'aile A, les autorités ont entrepris leur transfert vers d'autres prisons provinciales.

En plus des prisons de Rivière-des-Prairies et de Hull, les services correctionnels comptent utiliser une partie de la prison Tanguay, habituellement réservée aux femmes.

SUBVENTIONS DANS CHARLEVOIX

## Le PLQ s'interroge

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

La multiplication par cinq des subventions obtenues par Charlevoix depuis que son député Rosaire Bertrand est ministre délégué responsable de la région de la Capitale nationale soulève certaines interrogations au PLQ et chez le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

Dans son édition d'hier, LE SOLEIL a révélé que les montants octroyés par le fonds de développement économique (FDE) pour des projets charlevoisiens étaient passés, en deux ans, de 600 000 \$ à 3,4 millions \$.

Le porte-parole de l'opposition en ce qui a trait à la Capitale nationale, Michel Després, se sent « interpellé » par les explications fournies jusqu'ici par le ministre Bertrand. « Il a dit qu'il n'a pris connaissance des programmes que lorsqu'il est arrivé en poste, et qu'il s'est alors chargé de les faire connaître dans sa région, rappelle M. Després. Mais il est député depuis 1994 et les programmes existaient déjà. Il ne les connaissait pas? Je trouve ça particulier. Est-ce à dire que Charlevoix aurait pu bénéficier depuis longtemps de ces subventions. » Le député libéral de Limoilou entend bien questionner le ministre Bertrand à ce sujet dès la reprise des travaux.

En ce qui a trait à la moyenne de la participation financière gouvernementale de 14,6% par projet dans Charlevoix, près du double de la moyenne, M. Després aimerait bien pouvoir vérifier l'explication de M. Ber-

trand. Celui-ci a affirmé que, compte tenu des nombreuses demandes d'organismes sans but lucratif (OSBL) dans Charlevoix, lesquels peuvent recevoir un pourcentage de subventions plus élevé, il était normal d'observer cet écart à la moyenne.

« Je ne mets pas en doute l'intégrité de M. Bertrand, mais je veux avoir réponse à mes questions, dit-il. Je devrai regarder et comparer les différentes demandes qui ont été faites. Chose certaine, le processus gagnerait en transparence si on laissait des gens de la communauté des affaires prendre part aux décisions. »

M. L'Allier explique qu'il faut différencier la Commission et le Bureau des régions de la Capitale nationale. La première s'occupe de ce qui a trait à Québec comme capitale — la colline parlementaire, par exemple —, alors que le second a une vocation plus régionale.

« S'il y a une augmentation totale des budgets, c'est parfait, dit M. L'Allier. Est-ce qu'on a pigé dans un budget pour en faire plus pour l'autre? Ou est-ce qu'on a privilégié des projets en coupant les subventions aux autres? Cela mérite une analyse que je ferai faire lundi ou mardi. Je sais que le Carnaval a vu sa subvention venant du Bureau des régions diminuer cette année. »

CONGRÈS DES PHARMACIENS

## Pub et médicaments, un mélange dangereux

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

■ Marc Lacroix a beau être un expert en marketing, il n'est pas parvenu à vendre à tous les pharmaciens réunis, hier, au Centre des congrès, son idée d'autoriser la publicité pour les marques de médicaments sous prescription.

Le président de l'agence LXB Communication Marketing était le conférencier à la plénière *Le médicament et la publicité: qui en profite?*, dans le cadre du congrès *Médicament, pharmacie et société* organisé par la faculté de pharmacie de l'Université Laval.

Le travail de M. Lacroix l'amène régulièrement à se buter aux diverses réglementations canadiennes touchant la publicité des marques particulières de médicaments de prescription. « Les règles ont été écrites en 1955 et elles ont subi de nombreuses modifications depuis, soutient-il. Il s'agit d'une des réglementations les plus complexes au pays. »

Selon lui, le fait que la publicité soit réglementée ne garantit pas l'intérêt du public. Dans le cas des marques de médicaments, il affirme que l'interdiction de véhiculer un message publicitaire prive le public d'une information précieuse. « Les Canadiens veulent être éduqués, ils veulent en savoir plus, assure M. Lacroix. L'approche paternaliste n'est pas satisfaisante pour le patient qui désire s'impliquer dans sa guérison. L'information est un outil utile qui aide au dialogue avec son médecin. »

Il estime que, adéquatement encadrée, la publicité de marque permettrait à plus de gens de prévenir ou de détecter des complications physiques.

Aux États-Unis, ce type de publicité est permis. « À partir d'une coupole ou du câble, 70% des Canadiens sont confrontés quotidiennement aux publicités américaines, plaide-t-il. Si le Canada pouvait faire de même, avec ses

normes propres, cela pourrait faire contrepoids. »

M. Lacroix, à la tête d'une agence publicitaire, n'essaie pas de faire croire que son point de vue est désintéressé. Il a d'ailleurs montré des chiffres selon lesquels, aux États-Unis, l'industrie pharmaceutique prend le cinquième rang des annonceurs en importance.

Or, la majorité des pharmaciens qui ont pris la parole à la suite de l'exposé de M. Lacroix ont émis de sérieuses réserves quant à ses propositions. L'un d'entre eux s'est d'abord dit préoccupé par une hausse potentielle des coûts pour le système public d'assurance qui devrait absorber une augmentation des ventes de médicaments annoncés.

Pour une autre, il faut faire la distinction entre informer les gens et essayer de leur vendre quelque chose. La dame souligne qu'il revient aux médecins et aux pharmaciens de renseigner sur les médicaments et que rien n'indique qu'une augmentation de la consommation se ferait sur des bases rationnelles. Elle ajoute que les États-Unis se questionnent présentement sur leur façon de faire.

« Je crois qu'on fait de la désinformation en voulant axer les renseignements sur un produit plutôt que sur un service, estime un pharmacien, qui a requis l'anonymat. On a un bon système ici, ce n'est pas le tiers-monde. Je crois que pour la protection du public, nous sommes mieux de ne pas ouvrir la porte à cela (publicité des marques). Ça causerait plus de problèmes que cela en soulagerait. »

SYSTEME PUBLIC DE SANTÉ

## Privatiser, pas souhaitable

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

Jean Charest a réaffirmé son attachement au système public de santé, hier, se chargeant ainsi de répondre en personne aux allégations de Mario Dumont voulant qu'il adopte des positions politiques auxquelles il ne croit pas.

Le chef du Parti libéral s'est défendu d'alimenter une « hypocrisie dans le débat sur la santé », selon l'expression de M. Dumont, en pourfendant l'idée d'un système de santé à deux vitesses après avoir lui-même bénéficié d'un accès privilégié à une clinique privée de Montréal.

L'attaque de M. Dumont, cette semaine, s'appuyait sur une révélation de l'abonnement de M. Charest à la clinique Médi Club du Sanctuaire pendant une période de trois ans. Pour environ 900 \$ par année, M. Charest y obtenait un bilan de santé annuel et quelques privilèges.

« M. Dumont doit être désespéré pour avoir un niveau de langage aussi enflé à ce moment-ci de la campagne (!) et qui est imprégné d'autant d'ignorance, a laissé tomber M. Charest. Dans mon cas, les services que j'ai reçus, c'est comme si j'avais reçu les services d'un

dentiste, des services qui ne sont pas couverts par la loi. »

Lors de son allocution au congrès de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec, hier, au Château Frontenac, M. Charest a répété que la privatisation du système de santé n'était pas une chose souhaitable.

Le chef du PLQ a profité de la tribune qui lui était offerte pour réaffirmer l'opposition de son parti à l'imposition d'une taxe supplémentaire sur l'essence. Plus tôt cette semaine, un comité mandaté par le gouvernement a suggéré cette mesure pour remédier à certains des maux qui affectent les services de transport en commun de quelques régions du Québec. « C'est une réduction de taxe qu'on prévoit et il n'est pas question d'augmenter la taxe sur l'essence, a lancé M. Charest. Il y a une limite à ce qu'on peut aller chercher dans les poches des contribuables. [...] Taxer l'essence d'avantage, jamais. »

Bien que Mario Dumont n'a pas fermé



Jean Charest

la porte à cette idée lors de son entretien avec Jean-Paul L'Allier, vendredi, M. Charest dit s'attendre « à ce que Marcel Dutil corrige le tir d'un moment à l'autre » dans le camp de l'ADQ.

Le chef du PLQ s'est abstenu de commenter les récents sondages internes du PQ qui confirment l'avance de M. Landry dans les intentions de votes des francophones. Pour ce qui est de la rencontre des premiers ministres sur la santé, M. Charest estime que « cette semaine, ça semblait aller dans le bon sens. Il devra, au prochain budget fédéral, y avoir plus d'argent pour la santé. C'est incontournable. »

La conférence d'hier a été l'occasion pour M. Charest d'énoncer à nouveau les grandes lignes du programme de son parti. En matière de réduction de l'appareil étatique, il a souligné l'importance de profiter des réalités démographiques pour repenser son fonctionnement. « D'ici 10 ans, il y aura plus de 40% de la fonction publique qui sera partie pour la retraite, explique-t-il. C'est une occasion de faire des changements sans bousculer les gens, sans être obligé de les renvoyer. En fait, c'est le contraire. Il va falloir les retenir parce qu'il y en a qui partent très rapidement. Dix ans, c'est court. »

Laissez-vous tenter  
Vivez  
**MONT GRAND-FONDS**  
Charlevoix

- 14 pistes de ski alpin
- 160 km de ski de randonnée
- 16 km de sentiers de raquette
- Glissade sur chambre à air

**Forfaits offerts à partir de 50\$**

**1 877 665-0095**  
www.quebecweb.com/montgrandfonds  
1000 chemin des Loisirs, La Malbaie (Québec) G5A 1T8

# L'abécédaire des OGM

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE  
AL.Champagne@lesoleil.com

■ Les organismes génétiquement modifiés ont largement fait jaser depuis plusieurs années. Des inquiétudes et des questions, parfois légitimes, parfois alimentées par la méconnaissance de ces produits, ont été soulevées de toutes parts. Le professeur Dominique Michaud prononce aujourd'hui à l'Université Laval sa conférence «OGM, promesses et risques». Le SOLEIL a réuni ici, sous forme d'abécédaire, les principales définitions des termes et des enjeux liés à cette biotechnologie.

**A. Aliments génétiquement modifiés.** Un couper-coller génétique: voilà qui illustre la manipulation qu'ont subie les organismes génétiquement modifiés. Ainsi, une fraise capable de résister au gel a été mise au point grâce à un gène d'un poisson vivant dans les eaux froides de l'Arctique. Les chercheurs ont «copié» un gène du poisson, pour aller le «coller» parmi ceux de la fraise, ce qui lui a conféré sa nouvelle capacité de supporter le froid. Au Canada, les cultures génétiquement modifiées les plus répandues sont le soja, le maïs et le canola (ou colza), qu'on a rendus tolérants à certains herbicides pour faciliter leur culture. De 60% à 75% des produits alimentaires transformés contiennent des ingrédients génétiquement modifiés (GM).

**B. Bétaïl.** Le même principe de l'introduction d'un gène étranger pourrait aussi s'appliquer aux animaux. L'intérêt est de développer des animaux plus résistants aux maladies, ou dont la croissance est accélérée.

**C. Contamination.** Tant que les manipulations génétiques s'effectuaient dans les laboratoires, le contrôle des organismes modifiés était total. Mais une fois dans les champs, rien ne garantit que le pollen modifié n'ira pas se déposer sur les plants du voisin. Plutôt embêtant pour les producteurs certifiés «bio»! Mais les conséquences de cette contamination sont bien plus larges, et soulèvent des questions importantes sur les plans environnemental et juridique. (Voir aussi Schmeiser et Variété.)



Des fabricants de nourriture pour bébés ont commencé à certifier que certains de leurs produits sont exempts d'OGM.

**D. Démographie.** Dans un contexte d'explosion démographique, un des arguments les plus fréquemment apportés en faveur des OGM est la possibilité d'améliorer l'aide alimentaire aux pays défavorisés. L'exemple du Golden Rice l'illustre bien. La teneur en vitamine A de cette variété de riz a été augmentée par manipulation génétique. D'où son nom d'ailleurs, puisque la vitamine A lui confère une couleur dorée. L'intérêt de ce grain de riz est d'augmenter l'apport vitamini que chez les populations en déficit. Cette technologie n'est pas encore au point: il faudrait en manger 4 kilos par jour pour absorber la dose quotidienne! Les opposants aux OGM affirment qu'il faudrait plutôt varier l'alimentation de ces peuples, en cultivant des espèces locales. Quelle est la solution la plus réaliste?

**E. Étiquetage.** Le débat fait rage. Greenpeace peut citer des dizaines de sondages indiquant qu'une très vaste majorité de Canadiens veulent que la présence d'ingrédients GM dans leur nourriture soit identifiée clairement, et que l'information soit complète. Mais, à Santé Canada, on nous répond que le choix du Canada, c'est l'étiquetage volontaire. Présentement, un comité de l'Office des normes générales discute de la définition d'un OGM, et d'un modèle de déclaration. Les discussions sont en cours depuis 1999, mais, après deux séances de vote, il n'y a pas de consensus.

**F. Aliments Frankenstein.** L'expression a frappé les imaginations, et a laissé derrière elle un sillage d'inquiétudes mal définies. Quel est le vrai visage de cette tomate qui attend dans votre frigo, toujours fraîche après une semaine?



Le blé d'Inde, avec le canola et le soja, compte parmi les cultures où l'on trouve le plus d'organismes génétiquement modifiés au Canada.

Quelles(s) surprise(s) nous réserveront, dans 10 ans, dans 20 ans, les aliments modifiés que nous aurons ingérés, sans nécessairement le savoir? Les opposants les plus alarmistes font planer le spectre de la thalidomide, du DDT, et d'autres produits chimiques dont les effets ravageurs ne sont apparus que plusieurs années après leur commercialisation. Il faut faire la part des choses. D'une part, aucun effet indésirable pour la santé humaine n'a été décelé jusqu'ici. Mais d'autre part, la Société royale du Canada, et le Conseil consultatif canadien de la biotechnologie sont d'avis que les effets à long terme ne sont pas connus, et que le principe de précaution s'impose.

**G. Greenpeace, le guide.** Pour pallier au non-étiquetage, Greenpeace a recensé un petit Guide des produits OGM. Cette liste illustre clairement que plus de 60% des aliments que nous mangeons contiennent cet «ingrédient caché». Le guide et ses mises à jour peuvent être consultés sur [www.greenpeace.ca](http://www.greenpeace.ca), et une nouvelle version sera publiée le 28 janvier.

**H. Heinz.** Tout comme Farley's et Pablum, Heinz a commencé à certifier que «certains» aliments pour bébés sont exempts d'OGM, ou en voie de le devenir.

**I. Insectes.** Monsanto a produit une pomme de terre qui résiste à son pire ennemi, le doryphore. Cette patate GM produit elle-même un dérivé du Bt, cet insecticide de source naturelle utilisé en agriculture biologique. Ceci diminue l'utilisation de pesticides chimiques sur les cultures. Mais les opposants aux OGM s'inquiètent quand même: un usage répandu du Bt rendra-t-il les ravageurs plus résistants, et le Bt éventuellement inefficace?

**J. Japon.** Depuis avril 2001, l'étiquetage des produits contenant des OGM est obligatoire au Japon. Et certains produits, dont le maïs StarLink, y ont été interdits. En décembre dernier, le Japon a d'ailleurs retourné aux États-Unis un chargement de maïs où avaient été décelées des traces de StarLink. (Voir aussi Réactions allergiques.)

**K. Kellogg.** Un exemple parmi tant d'autres qui démontre que vous avez déjà ingéré des OGM sans le savoir. Le guide Greenpeace a recensé des crêpes, des gaufres, et une douzaine de marques de céréales qui contiennent à coup sûr des éléments génétiquement modifiés.

**L. Lots de semences.** La contamination des cultures classiques par des OGM ne se fait pas que par le vent, d'un champ à un autre. Les compagnies qui fabriquent des semences ne peuvent garantir que leurs grains non transgéniques sont exempts à 100% de semences modifiées génétiquement. Cette situation embarrasse les producteurs «bio».

**M. Monsanto.** Figure dominante chez les fabricants d'OGM, Monsanto vient de s'adresser aux autorités canadiennes et américaines pour pouvoir commercialiser du blé GM. Des débats corsés se déroulent de chaque côté de la frontière à ce sujet. Greenpeace s'y oppose vivement, tandis que les producteurs de céréales canadiens s'interrogent sur la pertinence de produire du blé GM, parce que les marchés étrangers n'en veulent pas.

**N. Naturel?** Les OGM sont-ils naturels? Oui et non. Le transfert de gènes existe dans la nature: vos propres parents les ont échangés, ce qui a fait de vous la per-

sonne que vous êtes aujourd'hui! De fait, les transferts génétiques se font tout le temps, que ce soit par reproduction sexuée ou asexuée. Là où la technologie va plus loin, c'est qu'elle franchit la barrière des espèces. Dans la nature, jamais un poisson ne réussira à frayer avec une fraise...

**O. Oligopole.** Monsanto produit des semences tolérantes à l'herbicide Round Up, et vend aussi ce même Round Up. Les agriculteurs sont ainsi liés aux produits Monsanto, une façon comme une autre de «fidéliser» la clientèle...

**P. Protocole de Carthagène.** Ce protocole sur la biosécurité a été adopté début février 2000 à Montréal, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique. Ce protocole vise à contrôler les mouvements internationaux d'OGM rebaptisés, dans ce cadre, «organismes vivants modifiés» (OVM). Si ce protocole est adopté, un pays exportateur d'OVM devra faire parvenir un avis avant d'expédier la marchandise. Le pays importateur devra réagir à cet avis dans un délai

donné. Le protocole sera mis en œuvre lorsque 50 pays l'auront ratifié; 39 l'ont fait à l'heure actuelle.

**Q. Depuis quand?** Si on se fie à la section sur les aliments nouveaux du site Internet de Santé Canada, le premier OGM dont la culture a été autorisée au pays est le maïs résistant aux herbicides à l'imidazolinone, en mai 1994. Mais en fait, les OGM existent depuis le début des années 80, sur une base expérimentale.

**R. Réactions allergiques.** Deux épisodes ont nourri les craintes de réactions allergiques liées aux OGM. Ainsi, le maïs StarLink contenait une classe de pesticide Bt, susceptible de causer des allergies. En bout de ligne, le Center for disease control (CDC) a conclu que le Bt en question n'était pas en cause, mais le gouvernement américain avait déjà racheté toutes les récoltes de maïs. Et puis, un autre épisode concerne un gène de noix du Brésil transféré dans du soja. Ce gène fabriquait une protéine qui causait une allergie chez les personnes sensi-



Les militants écologistes ont tenu de nombreuses manifestations devant des supermarchés au cours des derniers mois, demandant — à tout le moins — un étiquetage obligatoire des produits génétiquement modifiés.

bles. Mais le problème a été détecté avant la mise en marché du soja transgénique. Le fait que la détection se soit faite à temps «constitue une bonne nouvelle», estime le docteur Dominique Michaud, spécialiste des OGM à l'Université Laval.

**S. Schmeiser, Percy.** Ce fermier septuagénaire de la Saskatchewan est la bête noire de Monsanto. Schmeiser cultive du colza (ou canola) depuis de nombreuses années. En 1997, il constate que des plants sont résistants au Round Up, un herbicide courant qu'il utilise sur les bords de ses champs. Ces plants sont donc issus de semences transgéniques, lui qui n'en a jamais acheté! Mis au courant de l'histoire, Monsanto, producteur du colza résistant, le poursuit en justice, prétextant que Schmeiser a frauduleusement cultivé la plante dont la compagnie détient le brevet sur les semences. Le tribunal de la Saskatchewan a jugé, en septembre 2002, qu'il a effectivement violé le brevet de Monsanto. M. Schmeiser s'adresse maintenant à la Cour suprême du Canada.

**T. Terminator.** Un des moyens mis au point pour prévenir la contamination des cultures classiques par des cultures GM est le «Terminator». C'est un ensemble de trois gènes qui a pour effet de rendre les graines stériles. Les semences peuvent donc donner leur fruit, mais les graines de ce fruit ne pourront pas être ressemées à leur tour. Le brevet existe, mais n'est pas commercialisé. De telles semences rendraient les producteurs prisonniers du fournisseur, puisqu'ils devraient racheter de nouvelles semences chaque année.

**U. Usine, comme dans plante-usine ou animal-usine.** Une autre des avenues des organismes génétiquement modifiés. Fabriquer une «plante-usine» consiste à introduire un gène d'intérêt pour faire produire par la plante une molécule pour l'industrie pharmaceutique, ou chimique, ou pétrochimique, par exemple. Au Québec, la compagnie Nexia s'intéresse aux moutons transgéniques pour leur faire produire une soie super-résistante.

**V. Variété.** Quel impact les plantes modifiées peuvent-elles avoir sur la biodiversité? Une espèce devenue plus résistante pourrait-elle prendre le dessus sur les espèces indigènes? La question reste hypothétique, mais Greenpeace fait l'analogie avec la moule zébrée, une espèce introduite dans nos eaux douces, qui s'est installée jusqu'à en devenir envahissante et indésirable.

**W. Whole Foods.** Cette entreprise de la côte ouest américaine est une chaîne de magasins à grande surface spécialisée dans les produits naturels et qui a décidé de bannir les OGM de ses produits maison, et refuse de vendre ceux des fournisseurs. Or, Whole Foods vient d'ouvrir sa première succursale canadienne à Toronto. Il sera intéressant de surveiller son évolution...

**X. Comme dans expérimentation...** Cette lettre étant la plus difficile à résoudre(!), Éric Darier, de Greenpeace, propose de réfléchir au fait que les compagnies agroalimentaires nous font participer à une expérience à notre insu, en refusant d'identifier les produits contenant des OGM. «Les compagnies savent bien que si l'étiquetage était obligatoire, les deux tiers des gens refuseraient d'acheter ces produits.»

**Y. Yo-yo, ou la loi du marché.** Si, demain matin, les OGM étaient interdits, le coût des aliments qui en contenaient augmenterait-il? S'il faut en croire des chaînes britanniques qui ont vécu l'expérience, comme Safeway ou Marks & Spencer, le retrait de ces produits n'a pas entraîné de hausse de prix. Par ailleurs, Heinz peut aussi témoigner que le fait de retirer les OGM de ses petits pots n'a pas entraîné de dépenses supplémentaires, mais a obligé la compagnie... à changer ses recettes.

**Z. Zambie.** Cet automne, le président de la Zambie a refusé le maïs GM donné par les États-Unis, sous prétexte qu'il ne voulait pas de cette nourriture «Frankenstein». Les stocks de maïs dorment dans des entrepôts, avec ordre présidentiel de ne pas y toucher. La Zambie est un des pays les plus pauvres de la planète (143<sup>e</sup> sur 162), et 70% du maïs distribué à sa population affamée provient... des États-Unis.

Sources: Association des biologistes du Québec, Société royale du Canada, Ordre des agronomes du Québec, Greenpeace, Dominique Michaud, Santé Canada.

## L'ARRIVÉE DU NOUVEL ARCHEVÊQUE

## L'homme du mystère

M<sup>gr</sup> Marc Ouellet ne déviara pas de la voie de Rome, mais affirme que l'Église reste ouverte à ceux qui s'en écartentPIERRE ASSELIN  
Passelin@lesoleil.com

■ Marc Ouellet est un homme de mystère ou, dirait-il plutôt lui-même, du mystère. Un jeune homme qui a décidé, à 20 ans, de consacrer sa vie entière à une recherche de l'absolu; un archevêque qui doit aujourd'hui concilier des idées bien arrêtées avec la réalité de son diocèse.

M<sup>gr</sup> Ouellet nous reçoit à l'évêché, dans sa nouvelle résidence. Il se plie à la séance de photographie, le nouveau rite auquel il devra désormais s'habituer. Ça se passe bien, mais on voit qu'il apprend. Vite.

Il rappelle tout d'abord qu'il est, d'une certaine façon, un enfant de ce diocèse. «Je suis né quand le diocèse d'Amos faisait partie de la province ecclésiastique de Québec.» Et le diplôme qu'il a reçu à la fin de ses études à l'école normale, en Abitibi, lui a été décerné par... l'Université Laval.

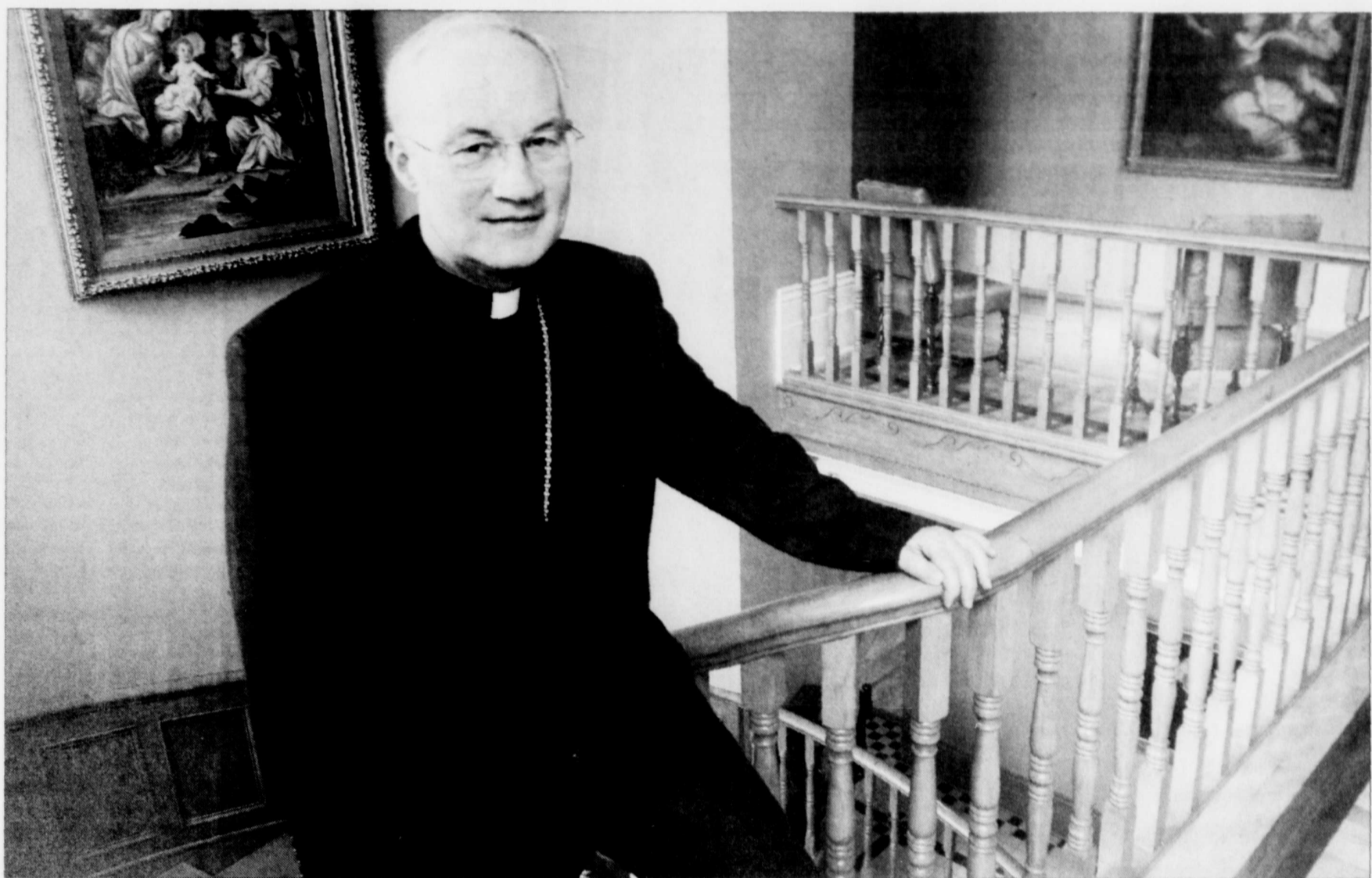
Il prend visiblement beaucoup de plaisir à dénicher ces racines à notre intention. S'il a au départ un air froid et distant, il vous détrompe vite. Cet évêque a aussi le rire facile, malicieux.

M<sup>gr</sup> Ouellet est avant tout un théologien, qui s'occupait à Rome de l'unité des chrétiens, qui établissait les contacts avec les dignitaires des autres églises. Saura-t-il devenir un pasteur? Il ne cache pas que la décision a été difficile. «J'étais très engagé dans le ministère que je faisais à Rome. J'ai eu une expérience internationale assez riche, j'ai passé 10 ans en Amérique du Sud, j'avais des contacts avec les églises en Inde, en Allemagne, en Suède, aux États-Unis. Ce fut un vrai sacrifice, mais je l'ai fait dans la foi et j'ai accepté dans l'enthousiasme de revenir chez nous.»

Il ne voit pas de contradiction entre sa carrière de penseur, de théologien, et ce rôle de pasteur que vient de lui confier le pape Jean-Paul II, auprès de qui il travaillait.

«Dans les premiers siècles, les grands pasteurs étaient des théologiens. Il n'y a pas d'incompatibilité entre les deux. Cela permet d'aider les gens à entrer dans le mystère.»

Ce mot reviendra souvent au cours de l'entrevue. Le mystère de Dieu.

M<sup>gr</sup> Ouellet est avant tout un théologien qui s'occupait à Rome de l'unité des chrétiens et établissait des contacts avec les dignitaires des autres églises.

C'est ce qui, au départ, a décidé du sens qu'il voulait donner à sa vie, raconte-t-il. Et c'est quelque chose qu'il a approfondi auprès du théologien Hans Urs Von Balthasar, qui a en quelque sorte été à l'origine de sa passion.

«Quand j'étais séminariste j'ai découvert un petit livre, *Le cœur du monde*. Après avoir lu ce livre, c'est comme si la foi simple que j'avais reçue de mon milieu et de ma famille prenait une dimension mystique. J'avais trouvé là ce que les jeunes cherchent: un sens de l'absolu, de la vérité de Dieu. Quelque chose qu'il est difficile de mettre en mots mais qui décide de l'orientation d'une existence.»

Dans le cours de ses études, sa réflexion a principalement porté sur l'anthropologie, du point de vue reli-

gieux. Il parle de l'Homme, homme ou femme, ayant été créé à l'image de Dieu, qui reçoit l'amour et qui y répond. «Le cœur du christianisme, c'est la divinisation de l'homme. Ce sont les valeurs essentielles que tous recherchent.»

Cette réflexion transparait lorsqu'on aborde avec lui des questions plus concrètes de société, la place des femmes dans l'Église, l'ordination des prêtres, le contrôle des naissances.

Les femmes, dit-il, n'ont pas de droit inhérent à devenir prêtre, parce que ce droit n'existe pour personne, pas plus pour les hommes que pour elles.

«Je n'ai pas de droit d'être évêque, je suis appelé par Dieu à travers l'Église. Aucun prêtre n'a un droit à l'ordination sacerdotale, pourquoi les femmes au-

raient-elles un droit à devenir prêtre? «Il y a des valeurs plus fondamentales que de dire: la femme ne peut pas devenir prêtre. Il y en a combien, concrètement, qui le voudraient? Est-ce qu'il y a une si grande foule que ça qui se sentent exclues?» poursuit le prélat.

Il donne en exemple Chiara Lubich, la fondatrice du mouvement des Focolare, un mouvement qui pénètre même l'Islam, le bouddhisme, le shintoïsme.

«Elle a un leadership extraordinaire, mais il ne lui viendrait jamais à l'idée d'être prêtre.»

On pourrait dire que l'archevêque de Québec n'est pas à l'aise à l'idée que les

chrétienne aux personnes. Les couples qui font ces choix sont respectés, mais il faut continuer à expliquer pourquoi l'Église maintient ses exigences d'éthique conjugales, en offrant les moyens de se dépasser.»

L'archevêque de Québec souhaite tout de même ouvrir les portes à ceux dont l'Église condamne pourtant le mode de vie: les homosexuels, les personnes divorcées.

«Je n'ai pas de recette magique mais je suis disposé à écouter les personnes qui se sentent exclues et les aider à découvrir qu'elles ont plus de place que ce qu'elles pensent dans l'Église.»

**« Mon rôle n'est pas de moraliser, mais de révéler la dignité chrétienne aux personnes »**

se. Les divorcés ne sont pas exclus. Ils ne peuvent pas recevoir la communion, mais la communion ce n'est pas le tout. Nos grands-parents, souvent, ne communiaient qu'une fois par année, pour toutes sortes de raisons.»

Il exprime par ailleurs de la sympathie envers les homosexuels. «Il y a là aussi des personnes qui ont souffert des injustices. Il y a un respect envers elles sans qu'il y ait une caution aux actes qui ne sont pas considérés comme conformes à la loi de Dieu.»

Mais sur la question des mariages homosexuels, il entretient de sérieuses réserves, se range à la position des évêques canadiens, rappelant que la question aboutira devant les tribunaux. «Socialement, on ne peut pas mettre sur le même pied les unions homosexuelles et la famille sinon on touche à une fibre très intime de notre identité.»

Marc Ouellet n'a pas cherché à se défilier pour cette première entrevue de fond. Mais, arrivé depuis tout juste trois semaines, il espère qu'on lui laissera le temps de faire le tour de ses dossiers avant de le juger.

## Passionné, pédagogue... et hockeyeur

Ceux qui le connaissent décrivent le nouvel archevêque de Québec avant tout comme un passionné, un excellent pédagogue et... un bon joueur de hockey.

«Quand il a été nommé recteur du Séminaire Saint-Joseph, à Edmonton, il avait d'abord été surpris, mais il s'est dit: je fonce! avec une volonté et une passion qui nous incitaient à le suivre» relate le père Gérard Gaudrault, un proche collaborateur à cette époque, entre 1994 et 1997.

«Il peut afficher un visage très serein quand il s'adonne à une tâche, mais à l'intérieur il est rempli de passion pour ce qu'il fait.»

Pour se détendre, le nouvel archevêque de Québec a besoin de se dépenser, c'est un sportif. C'est d'ailleurs un bon joueur de hockey, se rappelle le père Gaudrault. «Mais quand il jouait, ce n'était plus le recteur. Il écrasait les pauvres séminaristes sur la bande. C'est un homme au physique très solide.»

Heureusement pour ses collaborateurs, M<sup>gr</sup> Ouellet préfère aujourd'hui la natation.

## THÉOLOGIEN

Lionel Gendron, supérieur provincial des prêtres de Saint-Sulpice, l'ordre auquel appartient le nouvel archevêque, est sans doute parmi ceux qui le connaissent le mieux. Leurs chemins se sont suivis et croisés en Amérique du Sud, où le père Ouellet a enseigné et dirigé un séminaire, à Rome où il a étudié, et au Canada où il a été recteur des séminaires de Montréal puis d'Edmonton.

Comme le père Gaudrault, il voit chez lui beaucoup de profondeur, presque du mysticisme. «Il peut parfois être saisi par le mystère, il faut alors le ramener un peu sur terre», souligne-t-il avec une pointe d'humour.

M<sup>gr</sup> Ouellet a étudié auprès d'un des grands théologiens de ce siècle, Hans Urs Von Balthasar, dont il est d'ailleurs devenu proche, rappelle-t-il. «Il y avait un lien de filiation entre lui et Von Balthasar.»

Cet attrait de la théologie ne l'a d'ailleurs jamais quitté, constate le père Gendron. «Au cours des dernières années, j'ai pu voir comment sa pensée était en ébullition, autour des questions de la sacramentaire, du mariage. Toutes ses capacités intellectuelles, ses dons étaient mis à profit pour produire des choses merveilleuses.»

S'il se dit heureux du choix de cet évêque, le père Gendron regrette autant la perte du théologien.

Et si M<sup>gr</sup> Ouellet est apparu à plusieurs comme un théologien d'abord, c'est parce qu'il nous reste encore à connaître l'homme, écrit-il.

«C'est quelqu'un de très affable, chaleureux, simple et d'une intelligence aiguë. Il a un sens inné pour connaître les gens, comprendre les situations, c'est vraiment particulier.»

## HOMME MODESTE

L'archevêque de Québec est né le 8 juin 1944 à Lamotte, près d'Amos en Abitibi, troisième d'une famille de huit enfants. Sa sœur, Armande, qui dirige aujourd'hui un foyer pour handicapés à Amos, le décrit comme un homme modeste qui ne cherche pas à impressionner.

«C'est à Rome que j'ai réalisé toute l'importance qu'il avait prise. Ce n'est pas quelque chose qu'il nous faisait sentir lorsqu'il était parmi nous. Ce n'est pas quelqu'un qui étale son savoir, il est conscient de ses capacités, mais il demeure très simple.»

Le nouvel évêque parle plusieurs langues: anglais, allemand, espagnol, italien. Sa sœur se rappelle d'un jeune étudiant doué: «C'est lui qui nous a initiés aux étoiles, aux classiques aussi. Il nous citait des vers de Corneille, de Racine. Il savourait ça.» Et qui n'avait pas peur du travail physique. Elle le voit, à 15 ans, creuser un fossé d'un demi-kilomètre avec son frère.

La famille de l'archevêque n'est pas différente des autres, ni plus ni moins pieuse, et n'a pas été épargnée par les divorces, mais le religieux n'a jamais laissé ses opinions s'interposer entre lui et les siens, dit-elle.

**« Il a un sens inné pour connaître les gens », dit un père**

«Marc n'est pas d'accord avec tout ce qu'on fait, mais ce n'est pas un moralisateur, ce qu'on apprécie beaucoup. C'est quelqu'un qui est ouvert, tolérant, même s'il n'a pas peur d'affirmer ses convictions.»

Elle voit enfin en lui un homme fidèle, qui a toujours pris soin d'appeler sa mère chaque dimanche, malgré ses voyages et ses responsabilités.

Graziela Ouellet a aujourd'hui 80 ans, et elle avait bien hâte de se rendre à Québec pour assister à la cérémonie d'inauguration du ministère de son fils.

«Ce n'est pas un homme renfermé du tout, dit-elle de son fils. Il a le sens de l'accueil, peu importe de qui il s'agit. Il a la parole très facile, vous allez être surpris.» «Je ne sais pas si il va faire un bon archevêque, conclut sa sœur, mais c'est un bon frère et je l'aime beaucoup!» P.A.

## RABAIS SURPRISE

La famille Lavoie COUPE les PRIX jusqu'à Dimanche SEULEMENT

<p><b>RCA</b></p> <p><b>MONITEUR 27po STEREO à écran PLAT</b> Prix régulier 795\$ un RABAIS de 55\$</p> <p><b>635\$</b></p>	<p><b>Ensemble Cinéma-Maison KENWOOD</b></p> <p><b>Ensemble CINÉMA-MAISON</b> Récepteur AM-FM 600 watts Sourdeur à 120 watts Dolby Digital, DTS, ProLogic II 5 Mini Hi-Fi-Parleurs 2 voies SubWoofer 8po</p> <p>Télécommande universelle Entrées &amp; sortie S-VHS Lecteur DVD 4-voies Reg. 1000\$ un RABAIS de 200\$</p> <p><b>795\$</b></p>	<p><b>SONY</b></p> <p><b>LECTEUR DVD, CD, CD-R, CD-RW, MP3</b> Prix régulier 230\$ un RABAIS de 45\$</p> <p><b>185\$</b></p>	
<p><b>Bell ExpressVu</b></p> <p><b>Ens. 5120 avec vidéo numérique 30 heures</b> GRATUIT 140\$ en crédit prog. reg. 575\$</p> <p><b>495\$*</b></p>	<p><b>Ouvert 7 JOURS</b> Dimanche 11h à 17h</p>	<p><b>MINOLTA</b></p> <p><b>Appareil photo DIMAGE 7i 5 MegaPixels</b> Prix régulier 1500\$ un RABAIS de 145\$</p> <p><b>1355\$</b></p>	
<p><b>TÉLÉ</b></p> <p><b>DYNAMIQUE</b></p> <p>Audio • Vidéo • Photo</p>	<p><b>SAINT-FOY</b> 2831 Boul. Laurier (Angle route de l'Église) 418 <b>650-5404</b></p>	<p><b>CHARLESBOURG</b> 180 80e rue Est (Angle Henri-Bourassa) 418 <b>623-5404</b></p>	<p><b>CENTRE de SERVICE</b> 167, 80e rue Est Charlesbourg 418 <b>623-8787</b></p> <p><b>DÉPÔT de SERVICE</b> 2831, Boul. Laurier, Saint-Foy 418 <b>650-5404</b></p> <p><a href="http://www.teledynamique.com">www.teledynamique.com</a></p>

# Solidaires face à

publireportage



L'hiver 2002-2003 aura été marqué au Québec par un événement peu banal, une première, qu'on doit à trois jeunes mères de famille qui ont décidé de faire quelque chose pour améliorer la société. Il s'agit de la première campagne de sensibilisation au phénomène de l'itinérance, dont le thème est « L'itinérance, une fleur contre les préjugés ». Détruire les préjugés face aux personnes sans abri, rien de moins.



# L'itinérance

Depuis le 14 janvier et jusqu'au 15 mars, grâce à **Chantale Page**, **Marie-Odile Demay de Goustine** et **Marie-Dominique Michaud**, le personnage Sol, créature du comédien **Marc Favreau**, apparaît dans une publicité de 30 secondes pour inviter la population à se montrer solidaire face à l'itinérance. Ce message est diffusé sur toutes les grandes chaînes de télévision, les canaux spécialisés de la chaîne Astral ainsi que dans le réseau des Cinéplex Odeon et plusieurs cinémas indépendants à travers le Québec.

Cette publicité animée montre un itinérant recroqueville sur lui-même au bord du trottoir tandis que les gens passent à côté de lui sans le voir. Et Sol dit : « A force de se faire traiter de vagabond à rien, tu le sais, c'est dur de se relever ».

Lors du lancement de la campagne à Québec, **Marc Favreau** a fait voir que dans le domaine de l'itinérance, il n'y a pas de Haute-Ville et de Basse-Ville, il n'y a pas de Westmount et de Saint-Henri. Les itinérants viennent de tous les milieux et, ce qui est triste, c'est qu'on y trouve de plus en plus de jeunes.

**Marc Favreau** n'a pas hésité à prêter son personnage de Sol pour cette campagne. Les trois jeunes mères de famille à l'origine du projet lui ont bien démontré qu'elles avaient besoin de Sol pour faire passer leur message. « J'ai accepté tout de suite » dit celui qui n'en est pas à ses premières armes dans le travail auprès des itinérants puisqu'il a déjà travaillé avec la Maison du Père à Montréal.

De plus, une importante campagne touche les journaux et les médias d'affichage, soit 100 avertissements, 60 oriflammes à Montréal et à Québec.

Les trois jeunes femmes à l'origine du projet sont les fondatrices d'une entreprise de marketing unique et d'avant-garde, Trigone Animation. En effet, Trigone Animation fait du marketing social. C'est une entreprise à but non lucratif. Et pour présenter encore plus d'occasions de sensibiliser la population québécoise au phénomène de l'itinérance, elle a mis sur pied un site web, [www.itinerance.info](http://www.itinerance.info) qui fournit tous les détails sur les différents instruments et activités de la campagne.

Les trois jeunes filles dans la vingtaine n'ont pas ménagé leurs efforts pour réaliser cette campagne unique et à la fois grandiose. Elles ont mis trois ans pour la réaliser. Imaginez : la réalisation de la campagne a suscité l'appui de plus de 100 organismes communautaires et l'effort concerté des secteurs publics, parapublics et privés.

Il a fallu bien sûr l'appui financier du Gouvernement du Québec, notamment grâce au soutien du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, du Fonds Jeunesse Québec et du Gouvernement du Canada par le biais du programme IPAC (Initiative de partenariats en action communautaire).

C'est donc dire que les trois mois les plus difficiles de l'hiver marquent un premier pas vers une meilleure compréhension de l'impact dévastateur des préjugés sur les personnes en situation d'itinérance ainsi que sur le travail des groupes communautaires leur venant en aide.

Pour diffuser son message, la campagne utilise à la fois la poésie et l'humour propre à Sol qui est présentée sous la forme d'un dessin animé pour la première fois en 40 ans d'existence. Cette campagne se déroule principalement dans les grandes régions de Montréal et de Québec, mais certains outils sont diffusés à travers tout le Québec.

## Exposition d'art visuel

Depuis le 16 janvier et jusqu'au 28 février, une exposition sur le thème de l'itinérance et de la marginalité se tient à la Maison de la culture fronténac. L'exposition présente les œuvres d'un artiste invité de France, Jean Noël Fessy, d'un artiste du Québec, Michel Farruggello, ainsi que le travail réalisé par des personnes en situation d'itinérance, de différents âges.

## Conférences

Des conférences sont aussi offertes à des groupes de travailleurs amenés à côtoyer des personnes en situation d'itinérance. Leur objectif est de faire prendre conscience à ces groupes de leurs rôles stratégiques dans l'élimination des préjugés sur l'itinérance.

## Guide de réflexion

Destiné aux organismes communautaires et aux établissements d'enseignement, un guide de réflexion a été conçu. Il se veut un outil de conscientisation plus approfondi concernant les thèmes de la campagne, soit la sensibilisation à l'impact des préjugés sur les itinérants, la démystification de certains préjugés par l'information sur la problématique de l'itinérance et sur les pistes de solution.

## Court métrage

Un film de huit minutes en animation traditionnelle sera par ailleurs distribué à l'automne dans les salles de cinéma et présenté aux médias spécialisés. Le personnage Sol en fera aussi la narration. Le court métrage s'attaque aux préjugés en démystifiant les idées préconçues.

## Un budget de 2 millions \$

La plus vaste entreprise du genre jamais tentée au Québec a nécessité un budget de 2 millions \$ et les trois jeunes filles à l'origine de la campagne espèrent bien secouer l'indifférence des gens à l'égard des sans-abri que Sol appelle les « embarrassants-abris » ou encore les « vagabonds à rien » pour montrer l'attitude qu'ont trop de gens à leur égard.

## Trigone Animation. Marketing pas comme les autres

Les entreprises de marketing sont très nombreuses dans notre société où la publicité a pris une importance telle qu'elle est omniprésente même dans les coins les plus reculés de la planète. On est habitué à les entendre vanter les mérites de tel ou tel produit, de telle ou telle entreprise. Mais au Québec une entreprise de marketing n'a que faire de mousser des produits de consommation : Trigone Animation épouse plutôt des causes sociales.

Trigone Animation est née en avril 1999 de la vision commune de trois jeunes mères entrepreneurs. L'entreprise de marketing est unique car il s'agit d'une entreprise à but non lucratif qui a pour mission de réaliser, de produire et de diffuser des messages exposant des réalités sociales à un public ciblé afin de créer un changement d'attitude chez celui-ci. La campagne de sensibilisation au phénomène de l'itinérance est leur première campagne mais d'autres défis sont actuellement en chantier, dont un projet sur la Citoyenneté Jeunesse et la Mondialisation.

### Marie-Dominique Michaud

L'idée d'une entreprise de marketing social est sortie tout droit de l'esprit artistique visionnaire de Marie-Dominique Michaud qui a voulu quelque chose de plus que des années dans l'industrie du dessin animé avant de mettre son talent au service des causes sociales marquantes de son époque, telles l'itinérance. Cette cofondatrice de Trigone Animation, consciente du pouvoir de la publicité, tente de sensibiliser la population aux grands enjeux sociaux de l'heure. Elle assume le poste de directrice générale chez Trigone Animation.

### Marie-Odile Demay de Goustine

Avec un baccalauréat en Histoire de l'art en poche, Marie-Odile Demay de Goustine a décidé de mettre ses talents de communicatrice et son esprit créatif au service de Trigone Animation dont elle est aussi cofondatrice. En trois ans elle a réussi à positionner l'organisme à but non lucratif comme un leader innovateur dans le domaine du marketing, grâce au développement d'une niche exclusivement sociale, une nouveauté au Québec. Chez Trigone Animation, elle est directrice des communications.

### Chantale Page

La directrice de production de Trigone Animation, Chantale Page, a fait ses classes dans le milieu fascinant de la cinématographie. Ce fut chez Cinéplex Odeon, chez Remstar et dans le grenier des films Lion Gates qu'elle a fait ses classes. Pas étonnant qu'elle soit devenue la grande manitou chez Trigone Animation. Habile négociatrice, elle a conclu des partenariats et des alliances qui assurent à l'organisme un statut enviable dans le petit monde de la communication et du marketing au Québec.



## Émerveillement



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Pour une 28<sup>e</sup> année consécutive, plus de 300 étudiants de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval ont mis sur pied le Salon de l'agriculture, de l'alimentation et de la consommation (SAAC). Le Centre de foire de Québec abrite ce rassemblement annuel où les visiteurs peuvent admirer toute une gamme d'animaux de la ferme, en apprendre plus sur le mode de vie agricole à travers différentes thématiques et goûter aux diverses dégustations qui s'offrent à eux. L'entrée au SAAC, qui se termine aujourd'hui, est gratuite. Hier, Myriam et Catherine se sont entichées d'un petit lapin. S.B.

## Quatre corps non réclamés à la morgue

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

Le Bureau du coroner garde actuellement à la morgue de Montréal les corps non réclamés de quatre hommes.

Dans un communiqué diffusé vendredi, le Bureau du coroner demande la collaboration de la population pour retracer les parents ou les amis de ces quatre défunts. Le Bureau du coroner souhaite leur permettre d'assumer la responsabilité des funérailles.

Jean Montplaisir, 61 ans, est décédé à son domicile du 950, Robillard, à Montréal, le 27 novembre dernier. Il pourrait avoir été un orphelin de Duplessis.

Paul Brunelle, 84 ans, a été retrouvé mort dans sa résidence du 82, King Ouest, à Sherbrooke, le 30 novembre. Il était le fils de Joseph Brunelle et de Laura Vigneux, et pourrait avoir des filles vivant à Granby.

Jean-Noël Chartier, 81 ans, est décédé dans son appartement du 4580, rue Hôtel-de-Ville, à Montréal. Enfin, Rosaire Boutin, un itinérant de 59 ans, est mort à l'Auberge Montréal Central Inn, le 15 décembre. Toute personne, parent ou ami, susceptible de fournir de l'information sur l'une de ces quatre personnes est priée de communiquer avec Monik Trempe, du Bureau du coroner, au (514) 873-3284, poste 230.

### 30 JOURS

Le coroner garde tout corps non réclamé au moins 30 jours afin de se laisser le temps de faire les recherches nécessaires. Une fois le délai écoulé, le corps est confié à une maison funéraire, qui l'inhume dans un lot communautaire.

Dans la région de Montréal, le corps est inhumé au cimetière de Laval, sis au 5505 Bas-Saint-François, dans le secteur Duvernay. « Le lieu d'enfouissement de la dépouille est identifié, ce qui permettrait éventuellement à la famille de la récupérer et de la faire enterrer en tout autre lieu », précise le Bureau du coroner.

## CHAUDIÈRE-APPALACHES

### Le taux de criminalité le plus bas

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

Des 17 régions administratives du Québec, Chaudière-Appalaches est celle qui a enregistré le taux de criminalité le plus faible, suivie de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent et du Nord-du-Québec.

Selon les plus récentes statistiques du ministère de la Sécurité publique (MSP), le taux de criminalité au Québec a connu une légère diminution de 2,4 % en 2001 par rapport à l'année précédente, et une baisse de 11,7 % depuis 1997.

« La criminalité est généralement à la baisse depuis le milieu des années 1990, bien qu'elle ait connu une légère hausse de 1,1 % en 2000 », écrit le MSP dans un rapport rendu public vendredi. Montréal est la région qui a affiché le plus haut taux de criminalité en 2001, avec près de 7800 infractions au Code criminel par tranche de 100 000 habitants. Suivent l'Outaouais (6115), les Laurentides (5443) et la Côte-Nord (5358).

Outre les régions de Montréal et de l'Outaouais, qui ont enregistré des taux de criminalité supérieurs à la

moienne provinciale de 5673 crimes par 100 000 habitants, la plupart des 17 régions administratives ont affiché un taux de plus ou moins 5000 infractions par 100 000 habitants.

Les régions de Chaudière-Appalaches, de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent et du Nord-du-Québec ont enregistré les taux les plus bas, avec, dans l'ordre, 3218, 3278, 3637 et 3837 infractions par 100 000 habitants. Les régions de Québec et du Saguenay Lac-Saint-Jean ont, quant à elles, respectivement affiché des taux de criminalité de 5108 et 4885 infractions par 100 000 habitants.

Les crimes les plus souvent déclarés en 2001? Les vols de moins de 5000 \$, les entrées par effraction, les méfaits, les vols de véhicule à moteur et les voies de fait. À eux seuls, ces cinq dé-

lits représentent plus des trois quarts des infractions au Code criminel.

Autre fait à souligner: les infractions de conduite avec facultés affaiblies ont augmenté de 9,4 % en 2001 par rapport à 2000. Il s'agit de la plus importante augmentation depuis le début des années 1990.

Parmi les crimes pour lesquels un auteur présumé a été identifié en 2001, 82 % ont été commis par un adulte. Cependant, le taux de perpétration d'infractions au Code criminel par 100 000 jeunes de 12 à 17 ans (4575) surpasse largement celui des adultes (1920).

Ce sont dans les cas de crimes contre la propriété (26 %) et d'infractions liées aux drogues (29 %) que la proportion de jeunes parmi les auteurs présumés est la plus élevée. Le taux de perpétration par 100 000 jeunes de 12 à 17 ans est quatre fois plus élevé pour ces deux catégories d'infractions que celui enregistré chez les adultes.

En ce qui a trait aux crimes contre la personne, un jeune est considéré comme auteur présumé dans 14 % des cas. Le taux de perpétration pour cette catégorie d'infractions est deux fois plus élevé que chez les adultes.

Chaque année, au Québec, une cinquantaine de corps seraient non réclamés et ou non identifiés.

Selon le Bureau du coroner, le taux de réussite pour retrouver les familles ou les amis par le biais de messages d'intérêt public diffusés dans les médias serait de 50%. C'est donc dire que dans 50% des cas, les corps ne sont jamais réclamés.

En 2001, quelque 36 corps, dont deux sans identité, n'ont pas été réclamés.

Le taux de réussite de recherche des familles est de 50%

### PLAY IT AGAIN SPORTS LIQUIDATION

hiver 2003  
Nous coupons les prix sur nos derniers inventaires

Jusqu'à **80%** de rabais  
N'attendez pas l'an prochain.  
**PROFITEZ-EN MAINTENANT!**

<p><b>Ski alpin</b> NEUF</p> <p>Blizzard Cour. : 299<sup>99</sup> à 599<sup>99</sup></p> <p>Spécial <b>50%</b></p> <p><b>149<sup>99</sup> à 299<sup>99</sup></b></p>	<p><b>Snow</b> NEUF</p> <p>Lamar, Kemper, Liquid, Airwalk Cour. jusqu'à 249<sup>99</sup></p> <p>Spécial <b>UN SEUL PRIX</b></p> <p><b>129<sup>99</sup></b></p>
<p><b>Lot de skis</b> NEUF</p> <p>Sr <b>74<sup>99</sup></b></p> <p>Jr <b>64<sup>99</sup></b></p> <p>Lot de bottes usagées <b>4<sup>99</sup></b> et plus</p>	<p><b>Bottes Snow</b> USAGE</p> <p><b>4<sup>99</sup></b> et plus</p> <p><b>Patins</b> NEUF</p> <p>Easton Z-Air Jr Cour. 349<sup>99</sup></p> <p>Spécial <b>70% DE RABAIS</b></p> <p><b>99<sup>99</sup></b></p>
<p><b>Hockey</b> USAGE</p> <p>Pantalons, coudes, jambières dans toutes les marques <b>4<sup>99</sup></b> et plus</p> <p><b>EXERCICE</b> NEUF</p> <p>VELO STATIONNAIRE</p> <p>Weslo 695 Cour. : 224<sup>99</sup></p> <p>Spécial <b>179<sup>99</sup></b></p>	<p><b>Lot de patins</b> NEUF</p> <p>Bauer, CCM, Ferland, Easton Jusqu'à <b>30% de rabais</b></p> <p><b>Patins</b> USAGE</p> <p><b>14<sup>99</sup></b> et plus</p> <p>• Quantité limitée • Inventaire peut différer d'un magasin à l'autre</p>

**NOUVELLE ADRESSE**  
Sainte-Foy  
1077, de l'Église  
650-3311  
Plus facile d'accès

**Lévis** 170, route du Président-Kennedy (à côté du Wal-Mart) 838-3111  
**Québec** 550, rue Marais, local 190 (Pres du Réno-Dépôt) 688-3311

## DES JEUDIS CONFÉRENCES À LA HAUTEUR DE VOS AMBITIONS

### LES SOIRÉES CONFÉRENCES DU JEUDI

- |  |  |
|--|--|
| <b>30 janvier 2003</b><br>19 h à 21 h 30 | <b>La guérison par le plaisir</b><br>Conférencier : père Yvon St-Arnaud, o.m.i, psychologue clinicien et auteur du livre <i>La guérison par le plaisir</i> . |
| <b>6 février 2003</b><br>19 h à 21 h 30  | <b>Cap vers la santé</b><br>Conférencière : Caroline Aubert, naturopathe   |
| <b>13 février 2003</b><br>19 h à 21 h 30 | <b>Le marketing de soi</b><br>Formatrice : Sylvie Légaré, auteure du livre <i>Le marketing de soi</i> .  |
| <b>20 février 2003</b><br>19 h à 21 h    | <b>Le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle</b><br>Conférencier : Jacques Morin   |
| <b>27 février 2003</b><br>19 h à 21 h 30 | <b>À chacun sa mission</b><br>Formatrice : Florence Côté, m.a.   |
| <b>6 mars 2003</b><br>19 h à 21 h 30     | <b>Atelier de sensibilisation à l'approche ÉCHO</b><br>Conférencière : Nicole Villeneuve, psychologue  |
| <b>13 mars 2003</b><br>19 h à 22 h       | <b>Connaitre, comprendre et aimer nos différences</b><br>Formatrice : Florence Côté, m.a.  |
| <b>20 mars 2003</b><br>19 h à 21 h       | <b>La route des abbayes et monastères de France</b><br>Conférencier : Jacques Morin  |
| <b>27 mars 2003</b><br>19 h à 21 h 30    | <b>Apprendre à développer son intuition</b><br>Formatrice : Gisèle Bourgoin, psychologue   |
| <b>3 avril 2003</b><br>19 h à 21 h 30    | <b>Mieux connaître son enfant par ses dessins</b><br>Formatrice : Graziella Pettinati, graphologue professionnelle   |
| <b>10 avril 2003</b><br>19 h à 21 h      | <b>L'Ouest américain, un rêve réalisable</b><br>Conférencier : Jacques Morin   |
| <b>17 avril 2003</b><br>19 h à 21 h 30   | <b>La graphothérapie symbolique</b><br>Conférencière : Dominique Vaudoiset, auteure du livre <i>La chair de l'écriture</i> .                                 |

Admission : 20 \$ (places limitées). Prix de présence à chaque conférence.  
**Réservez vos places en téléphonant au (418) 872-8242, poste 112 1 800 463-8041, poste 112**

CAMPUS  
NOTRE-DAME-DE-FOY

LE SERVICE  
DE LA  
FORMATION  
CONTINUE

5000, rue Clément-Locke  
Saint-Armand, Desmaures (Québec) G3A 1B3

# DÉGÂT D'EAU NE CHERCHEZ PLUS



GROUPE  
**Qualinet**  
Un Nom, Une Qualité

Québec 660-4484 • Montréal 514-344-7337  
www.groupequalinet.com

LES PLUS PROFESSIONNELS DES EXPERTS EN NETTOYAGE APRÈS SINISTRE

# À Québec, la radio change de face !

**Dès le 3 février**

**Les matins d'Énergie 98.9 changent de visage  
et prennent celui de Mario Grenier.**

**Dès 6 h le matin jusqu'à 9 h 30, on écoute « *Plus tôt Mario !* ».**

Information • Actualité • Vie en ville • « Les 2 minutes du peuple »  
• « Le meilleur des Grandes Gueules »

**L'humour de « *Préparation Z* » s'installe à 15 h  
pour l'émission du retour avec Richard Z. Sirois.**



[www.radioenergie.com](http://www.radioenergie.com)

**énergie 98.9**

## LE MONDE



George W. Bush

## La guerre des opinions semble déjà perdue pour Washington

HENRI MAMARBACHI  
Agence France-Presse

PARIS — Les opinions publiques dans le monde sont, d'après les sondages, massivement hostiles à une guerre contre Bagdad dont elles ne comprennent pas les motifs, y compris aux États-Unis où la perte de soutien pour la politique du président George W. Bush commence à se faire sentir.

Rarement une guerre annoncée aura été aussi impopulaire et les gouvernements aussi peu convaincus de sa nécessité, avec la notable exception de l'administration américaine, de son indéfectible allié britannique Tony Blair et d'Israël, ennemi de tous jours de l'Irak.

Les rues de Porto Alegre ont été envahies par des dizaines de milliers de manifestants venus du monde entier pour clamer leur refus de la guerre. À Davos, les États-Unis ont été sévèrement critiqués par leurs pairs.

De fait, selon les sondages d'opinion menés dans de nombreux pays, Washington n'est pas arrivé à convaincre le monde de la nécessité de mener une opération militaire contre Saddam Hussein.

En Europe, les trois quarts des Français et Allemands se montrent opposés à la guerre. En France, 76 % se disent « opposés » à une intervention militaire américaine pour renverser le régime de Saddam Hussein. Outre-Rhin, ils sont 71 % à estimer injuste d'attaquer l'Irak même s'il refuse de répondre aux exigences de l'ONU.

En Espagne, pourtant proche alliée des États-Unis, seuls 6,6 % de personnes interrogées approuveraient une intervention unilatérale contre l'Irak et 17,4 % si l'action militaire était avalisée par l'ONU. En Italie, 83 % de la population dit se reconnaître dans le « non à la guerre » lancé par le pape Jean-Paul II.

Même sentiment dans les pays nordiques comme la Norvège ou le Danemark, où 90 % de la population se dit opposée à une guerre contre l'Irak sans avoir osé, et près des deux tiers sont contre même avec une résolution l'autorisant. Au Pays-Bas, seulement 3 % estiment justifiée une guerre décidée unilatéralement par les États-Unis.

En Grande-Bretagne, le soutien à une guerre est tombé à son plus bas niveau, à seulement 30 %, et, selon un dernier sondage, seuls 10 % des Britanniques soutiendraient une action militaire sans l'accord de l'ONU.

Ce manque d'enthousiasme pour un conflit, pour lequel Londres a déjà mobilisé le quart de son armée, embarrasse le premier ministre Tony Blair fortement critiqué pour son alignement sur Washington.

Même aux États-Unis, la popularité de M. Bush est en train de perdre du terrain. Un demi-douzaine de sondages parus dans les grands médias cette semaine ont révélé une nouvelle tiédeur de l'opinion publique envers le président, avec une cote de confiance en-dessous de 60 %, niveau le plus bas depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Selon un sondage réalisé pour le compte du *Wall Street Journal* et de la chaîne de télévision américaine NBC, près de deux Américains sur trois (63 %) sont opposés à une intervention militaire contre l'Irak sans l'accord de l'ONU et davantage encore (73 %) estiment que le président Bush, avant d'employer la force, devrait fournir des preuves que Bagdad possède bien des armes de destruction massive.

En Turquie, État frontalier de l'Irak dont Washington aurait besoin en cas de conflit en Irak, près de neuf personnes sur dix interrogées sont opposées à une action militaire. Et le monde arabo-musulman est fermement opposé à une guerre qu'il juge cependant inéluctable.

# Le nord de Gaza isolé

## Douze Palestiniens tués à trois jours des élections

■ GAZA (AFP) — Douze Palestiniens ont été tués et une cinquantaine d'autres ont été blessés par des tirs de l'armée israélienne dans la nuit d'hier à ce matin lors d'une vaste incursion de blindés au cœur de la ville de Gaza, selon un nouveau bilan de source hospitalière.

Cette escalade des violences survient à moins de trois jours des élections législatives israéliennes et quelques heures après que Tsahal eut isolé le nord de la bande de Gaza en faisant sauter quatre ponts.

Un précédent bilan faisait état de dix morts et 45 blessés, dont plusieurs dans un état grave. L'opération engageant d'importants effectifs du côté israélien se poursuivait encore à 4h, heure locale.

Les douze hommes ont été tués lors d'échanges de tirs nourris entre les unités israéliennes pénétrant par trois axes dans Gaza et des forces palestiniennes.

Pour l'heure, seule l'identité d'un des tués a été révélée. Il s'agit de Saed Kahil, 20 ans. Lui-même n'était pas armé, mais d'autres victimes, morts ou blessés, seraient des combattants, selon cette source.

Selon un porte-parole militaire israélien, les unités de Tsahal ont été attaquées par des dizaines de combattants palestiniens à l'arme légè-

re, à la roquette anti-char et avec des engins explosifs.

« Nos troupes ont riposté et tué ou blessé au moins six tireurs », a-t-il précisé, sans signaler de pertes israéliennes.

### PONTS DYNAMITÉS

Selon des sources de la sécurité palestiniennes, l'armée israélienne a dynamité deux ateliers métallurgiques dans la ville. Selon l'armée, des roquettes ou d'autres armes sont fabriquées dans ces ateliers.

Des habitants palestiniens ont accusé l'armée israélienne de s'être servi de civils comme « boucliers humains », ce que l'armée a démenti.

C'est la première fois depuis le début de l'Intifada, en septembre 2000, et même depuis le retrait de l'armée israélienne de la plus grande partie de la bande de Gaza en 1994, que des forces israéliennes opèrent au centre de Gaza, bien que leurs incursions dans la région aient été très fréquentes ces derniers mois.

Plus de 25 blindés, appuyés par des hélicoptères d'assaut, ont atteint le quartier d'Askoula, non loin de la place de Palestine, au centre de Gaza.

Ces nouveaux décès portent à 2897 le nombre de tués depuis le début de l'Intifada, dont 2154 Palestiniens et 687 Israéliens.

L'armée israélienne avait dynamité hier matin quatre ponts routiers reliant Beit Hanoun à la ville de Gaza, avant de se retirer du secteur.

**Israël s'en est pris, pour la première fois depuis le début de l'Intifada, à des infrastructures civiles**

C'est également la première fois depuis le début de la seconde Intifada que l'armée s'en prend directement à des infrastructures civiles, bien qu'elle ait déjà détruit des postes de police et autres bâtiments de l'Autorité palestinienne.

Selon un porte-parole militaire, les destructions ont pour but d'empêcher des « terroristes » palestiniens venant de Gaza de se rendre dans le secteur de Beit Hanoun bordant Israël et de

tirer à partir de là des roquettes contre le territoire israélien.

Sept roquettes artisanales de type Qassam, du nom des Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas, avaient été tirées vendredi contre la ville israélienne de Sderot (désert du Néguev, sud d'Israël), faisant des dégâts matériels légers, selon la police.

Le premier ministre Ariel Sharon et son ministre de la Défense Shaul Mofaz ont décidé de lancer en riposte l'opération à Beit Hanoun. Ce raid et d'autres qui pourraient suivre doivent « avoir un effet de choc » et « porter atteinte aux infrastructures terroristes » palestiniennes, selon M. Mofaz.

Un haut responsable palestinien a appelé hier, avant même l'opération dans la ville de Gaza, la communauté internationale à l'aide.

« Si la communauté internationale reste silencieuse, Israël va continuer et aller encore plus loin », a mis en garde le principal négociateur palestinien Saeb Erakat.

Il a lancé un nouvel appel dans la nuit dénonçant « l'agression criminelle » israélienne et accusant M. Sharon de vouloir achever son mandat de premier ministre « sur une démonstration de force » à la veille des élections.



Des manifestants antimondialisation cherchent à se protéger d'un canon à eau, à Landquart, à 60 km de Davos. La police a procédé à plusieurs arrestations, sans toutefois en préciser le nombre.

## Davos: l'économie abordée... quand même

### Manifestants et policiers s'affrontent

■ DAVOS (d'après AFP et AP) — La question irakienne a retenu la majorité de l'attention des dirigeants de ce monde, réunis à Davos hier pour la troisième journée du Forum économique mondial, mais ceux-ci ont tout de même trouvé le moyen d'aborder le sujet habituel de cette rencontre: l'économie.

Chacun a reconnu hier l'opportunité de poursuivre les réformes engagées et à ce titre Caio Koch-Weser, secrétaire allemand aux Finances, a détaillé le domaine de réformes relevant de chaque zone géographique: « la réforme de l'entreprise aux États-Unis » après les scandales Enron, Tyco ou World-Com, « la réforme du système bancaire au Japon et les réformes structurelles en Europe ».

« Je ne peux pas nier que la lente évolution de nos réformes n'est pas un signe positif » envoyé au reste du monde et « notre responsabilité est de bouger », a reconnu le ministre français de l'Économie et des Finances, François Mer.

Ces réformes doivent, au même titre que l'aménagement du Pacte européen de stabilité et de croissance, contribuer à restaurer la confiance, élément fondamental pour assurer la croissance durable, a-t-il expliqué en substance.

À ses côtés, le Secrétaire américain au commerce, Donald Evans, a rappelé que « les fondamentaux (économiques) semblent très solides » avec une « inflation faible depuis plusieurs années, des politiques budgétaires et monétaires tournées vers la croissance et des taux d'intérêt au plus bas depuis 30 ans ».

Mais le tableau n'est peut être pas aussi ensoleillé. Pour Paul Krugman, professeur d'économie à l'université américaine de Princeton, la situation

est sérieuse au Japon. Plus généralement, les trois grandes économies, États-Unis, la zone euro et le Japon ne sont pas à l'abri d'une déflation.

Une menace à prendre au sérieux, mais aucun des participants au débat sur « les perspectives économiques » ne souhaite rebondir sur sa simple évocation.

Hier, par ailleurs, des manifestants ont commencé à affluer devant le centre de conférence, alors que des milliers de policiers et de soldats tenaient la garde, munis de canons à eau.

Les contrôles individuels mis en place sur les accès au Forum ont retardé de nombreux opposants aux excès de la mondialisation libérale. Selon les autorités, un millier était déjà regroupé à Davos en fin d'après-midi, tandis que l'arrivée de 5000 autres était prévue vers 19h. Au même moment, près de 5000 manifestants ont été bloqués à Fideris sur la route de Davos.

De violents heurts ont éclaté à Berne entre manifestants opposés au Forum économique mondial de Davos et forces de l'ordre, a constaté sur place l'AFP.

Un policier a été blessé et a dû être hospitalisé, selon un porte-parole de la police municipale de Berne. Du côté des manifestants, dont beaucoup étaient masqués, aucun blessé n'a été

signalé. Des arrestations ont eu lieu, a ajouté le porte-parole, sans préciser leur nombre.

La police a usé de gaz lacrymogène et de canons à eau et a tiré des balles en caoutchouc contre les manifestants, qui se déplacent en petits groupes.

### « ALTERMONDIALISATION »

De l'autre côté de l'Atlantique, au forum social de Porto Alegre, au Brésil, les militants « altermondialistes » se sont opposés hier à la création d'une Zone de libre-échange des Amériques. Le président américain George W. Bush souhaite mettre en œuvre cette zone qui s'étendrait de l'Alaska en Argentine et comprendrait 34 pays d'ici 2005. Selon les activistes, elle conduirait à l'annexion des économies d'Amérique latine par les États-Unis.

Depuis jeudi, quelque 100 000 personnes participent à ce contre-sommet du forum de Davos et assistent à plus de 1700 ateliers ou conférences, qui vont de la dette du Tiers-monde aux défits financiers.

Le président brésilien Luis Ignacio « Lula » da Silva devait assister hier aux débats du forum économique de Davos, et a justifié sa décision de participer à un sommet symbole de la mondialisation libérale dénoncée à Porto Alegre. « Je tiens à venir à Davos, a-t-il déclaré, pour leur dire qu'il n'est pas possible d'avoir un modèle économique dans lequel une poignée de gens mangent cinq fois par jour et de nombreux autres qui passent cinq jours sans manger... »

**États-Unis, Europe et Japon ne sont pas à l'abri de la déflation, selon un analyste**

### CÔTE D'IVOIRE

## Les partisans de Gbagbo enragent

PARIS (d'après AFP) — Le président ivoirien Laurent Gbagbo a « pris acte » hier de l'accord de réconciliation pour mettre fin à quatre mois de violences dans son pays et accepté la nomination d'un nouveau premier ministre de consensus, Seydou Diarra, lors d'un sommet africain à Paris.

En vertu de cet accord, M. Gbagbo accepte de voir ses prérogatives présidentielles considérablement diminuées et de faire une place aux rebelles dans son gouvernement. Ceux-ci ont bruyamment manifesté leur joie, hier, dans les parties du pays sous leur contrôle, scandant des « On a gagné ! On a gagné ! ».

Pendant ce temps, à Abidjan, la capitale économique ivoirienne, des partisans du président Gbagbo ont mené des manifestations antifrançaises, saccageant un lycée français, s'en prenant à un journaliste de l'AFP et accusant la France d'imposer des changements constitutionnels à la Côte d'Ivoire. L'ambassade de France a conseillé à ses ressortissants de rester chez eux.

« Je viens de signer le décret nommant chef du gouvernement Seydou Diarra. Il lui appartient de mettre sur pied un gouvernement d'union nationale et de présenter la liste des membres du gouvernement à ma signature », a déclaré dans la soirée Laurent Gbagbo.

Ce gouvernement doit être mis sur pied « rapidement dans les jours qui viennent », a affirmé le président ivoirien, ajoutant que les deux « objectifs essentiels de ce gouvernement sont de sortir la Côte d'Ivoire de la guerre et de ramener la prospérité ».

Déjà premier ministre sous la transition militaire du général Robert Guéi de décembre 1999 à octobre 2000, M. Diarra — un musulman du Nord de la Côte d'Ivoire — est âgé de 69 ans. Considéré comme un sage dans son pays, il a présidé les débats du Forum national de la Réconciliation tenus entre octobre et décembre 2001.

### Internet cible d'une attaque

■ WASHINGTON — Un virus électronique se propageait à vive allure et considérablement ralenti hier, durant plusieurs heures, le trafic Internet, perturbant la navigation sur le Web et les échanges de courriels. Des sites surveillant le fonctionnement d'Internet ont fait état de ralentissements importants sur le réseau planétaire, notamment dans des régions d'Asie dépendant fortement de cette technologie, comme le Japon et la Corée du Sud. La situation semblait revenir progressivement à la normale 10h hier matin. L'attaque avait débuté environ 10 heures plus tôt. Symantec Corp., un fabricant de logiciels anti-virus, estimait qu'au moins 22 000 systèmes étaient affectés par ce virus informatique de type « ver » à travers le monde. (AP)

# Le «cow-boy Rumsfeld»

L'impensable s'est produit mardi dernier à Washington: le «cow-boy Rumsfeld», pour employer la désignation d'un député français, a fait amende honorable. Non, ne vous faites pas d'illusion, le secrétaire américain à la Défense ne s'est pas excusé de ses déclarations sur la «vieille Europe». Ses regrets, il a dû les adresser aux anciens combattants de son propre pays.

L'histoire illustre bien la franchise brutale du numéro un du Pentagone, qui serait appelé à jouer un rôle crucial dans une guerre contre l'Irak. Le 7 janvier dernier, lors d'une autre conférence de presse au Pentagone, Rumsfeld a été interrogé sur la proposition d'un élu démocrate, Charles Rangel, de rétablir la conscription aux États-Unis. (Selon Rangel, une armée de conscription assurerait un partage égal des sacrifices en temps de guerre.)

Aussi direct et tranchant que d'habitude, celui qu'on surnomme «Rummy» a écarté l'idée d'emblée, disant préférer les volontaires aux conscrits qui, selon lui, n'ajoutent «aucune valeur» à l'armée.

Aucune valeur? Des millions d'Américains ont servi comme conscrits au siècle dernier. Les vétérans de la guerre du Vietnam, qui ont perdu 58 000 compagnons d'armes, ont été les premiers à demander des excuses à Rumsfeld. Ils ont été rejoints par les vétérans de la Seconde Guerre mondiale, qui

ont combattu Hitler en Europe. Les vétérans américains ont dû attendre deux semaines avant que Rumsfeld ne leur fasse «toutes ses excuses».

Mais l'humilité de «Rummy» n'a pas duré. Le lendemain, lors d'une autre conférence de presse, il affirmait péremptoirement que la France et l'Allemagne faisaient partie de la «vieille Europe», un continent dont le «centre de gravité» se déplace vers les pays de l'Est, selon lui.

Autre question? Avec sa gueule carrée, ses phrases courtes, Donald Rumsfeld est devenu une vedette aux États-Unis pendant la campagne en Afghanistan, incarnant la détermination de ses concitoyens à punir les responsables des attentats du 11 septembre 2001. Faucon parmi les faucons, il est prêt aujourd'hui à déclencher une guerre «préventive» contre l'Irak, avec ou sans le soutien des Nations unies.

Sur le plan stratégique, cette guerre serait la sienne de A à Z, s'il faut se fier au magazine *Time*, qui a consacré sa couverture au «seigneur de guerre du Pentagone» la semaine dernière. Selon l'hebdomadaire, Rumsfeld se mêle de la planification des opérations dans les moindres détails, au grand dam de plusieurs généraux.

Il aurait ainsi eu le dernier mot sur le nombre minimal de soldats requis pour lancer une attaque



Richard Hélu

Collaboration spéciale

contre l'Irak (150 000 plutôt que les 250 000 demandés par le général Tommy Franks, commandant des forces américaines dans le Golfe). Il aurait fixé à sept jours ou moins la durée de frappes aériennes avant le début d'une invasion terrestre (plutôt que les 10 à 14 jours demandés par le général Franks). Et il aurait lui-même établi comme premier objectif des unités spéciales la destruction des armes de destruction massive de l'Irak.

Car Rumsfeld est persuadé que Saddam Hussein possède ce type d'armes dans son arsenal. Il n'a cependant pas toujours considéré le dictateur irakien comme une menace. En décembre 1983, à titre d'émissaire de l'administration Reagan, il lui rendait visite, payant ainsi la voie à une normalisation des relations entre les États-Unis et l'Irak, qui avaient comme ennemi commun l'Iran.

À l'époque, l'Irak utilisait des armes chimiques contre l'Iran presque quotidiennement. En 1988, Saddam s'en est même servi pour gazer les Kurdes.

Donald Rumsfeld est le seul membre du cabinet Bush «dont on peut dire que l'intelligence scintille», a écrit David Frum, dans son livre sur les coulisses de la Maison-Blanche, *The Right Man: The Surprise Presidency of George W. Bush* publié chez Random House. Le jugement de l'ancien journaliste du *National Post* n'est évidem-

ment pas infaillible. Après tout, l'expression «axe du mal» est sortie en partie de sa plume. Mais le Canadien a probablement raison à propos de Rumsfeld.

Élu au Congrès à l'âge de 30 ans, Rumsfeld est devenu, à l'âge de 43 ans, le plus jeune secrétaire à la Défense de l'histoire. C'était à l'époque de l'administration Ford, où l'ancien pilote de la Navy exerçait une forte influence, orchestrant l'embauche d'un de ses protégés, Dick Cheney, comme chef de cabinet, et écartant un de ses rivaux, George Bush père, nommé à un poste toxique, celui de chef de la CIA.

Après la défaite de Ford contre Jimmy Carter en 1976, Rumsfeld a rêvé en vain à la vice-présidence en 1980 et à la présidence en 1988, se butant à chaque fois à son grand rival, George Bush père...

À certains égards, Rumsfeld fait penser à Robert McNamara, secrétaire à la Défense de 1963 à 1968, le plus brillant des «meilleurs et des plus intelligents» dont se targuait la jeune administration du président John Kennedy. Comme McNamara, faucon parmi les faucons à l'époque de la guerre du Vietnam, il se mêle de tout, a répondu à tout et ne doute de rien.

Bien sûr, McNamara a fait son mea culpa en 1995 dans un livre intitulé *In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Vietnam* (Times Books). «Nous nous sommes trompés, a-t-il écrit. Nous nous sommes horriblement trompés.»

Disons que le «cow-boy Rumsfeld» n'en est pas encore là.

## É.-U. et Amérique centrale négocient un «traité de libre commerce»

SAN JOSE (AFP) — Les négociations pour un Traité de Libre Commerce (TLC) entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale s'annoncent compliquées et débuteront demain à San José selon un calendrier qui prévoit la signature de l'accord en décembre prochain.

Cette première réunion, qui se prolongera tout au long de la semaine, doit permettre de définir les différents chapitres d'une négociation difficile en raison de l'absence d'union économique entre les cinq pays — Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Salvador et Guatemala — qui composent une région d'environ 30 millions d'habitants.

Au contraire de l'Union Européenne qui a demandé à ces pays de consolider leur union avant d'envisager des négociations commerciales globales, les États-Unis se sont engagés sur la voie d'un TLC depuis le voyage du président George W. Bush au Salvador en mars dernier.

### «PLUS VITE POSSIBLE»

C'est dans ce pays ultra-libéral, qui a abandonné sa monnaie pour le dollar en janvier 2002 et qui compte plus de 2 millions de ressortissants aux États-Unis en raison notamment de la guerre civile (1980-1992), que le président américain avait choisi d'annoncer ce projet.

«Parfois les discussions sur les TLC peuvent trainer en longueur, mais cette fois nous désirons entamer des négociations le plus rapidement possible», avait alors déclaré M. Bush, aux côtés de son homologue salvadorien Francisco Flores.

Ce TLC qui doit permettre aux différents pays de la région de consolider leur volume d'exportations sur le marché américain, est présenté par les dirigeants centroaméricains comme un préambule à la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) dont la création demeure prévue pour janvier 2005.

Les États-Unis, partenaires économiques privilégiés des pays de cette zone depuis la fin des conflits internes des années 80 et 90 au Salvador, Guatemala, et Nicaragua, vont toutefois se heurter aux rivalités et à l'excès de protectionnisme qui marquent les relations commerciales entre les cinq acteurs de la région.

Avant même le début des négociations dont le contenu n'a pas encore été clairement défini, quelque 118 organisations des pays de la région ainsi que des États-Unis ont également signé une «déclaration du peuple contre le libre commerce».

Ce document met en garde les ministres chargés des négociations contre les risques «de défendre les intérêts du gouvernement américain,

des entreprises multinationales et des groupes d'influence nationaux, au détriment de ceux des populations les plus pauvres».

Les représentants des secteurs les plus sensibles de cette négociation — textile, agriculture, fruits et fleurs tropicales — et les associations ont prévenu qu'aucun compromis ne pourrait intervenir face à la puissance commerciale américaine.

«Au delà des négociations commerciales, les États-Unis veulent contrôler toutes les ressources naturelles de la région et disposer de la richesse de la biodiversité de nos pays pour servir les intérêts de leur industrie», estime Carlos Reyes, président de l'organisation syndicale du Honduras «Bloque Popular».

«La force de frappe des grandes compagnies américaines va sonner le glas des petites et moyennes entreprises du Salvador», assure pour sa part Margarita Posada, dirigeante d'une puissante association salvadorienne «l'Alliance citadine».

Interpellés par le Congrès et les associations dans leurs pays respectifs, les différents gouvernements centroaméricains se sont retranchés jusqu'à présent dans un mutisme absolu sur le contenu des débats.

Le projet suscite déjà une vive méfiance

Caravan Cherokee p.l. Cruiser Dodge SX 2-0 Liberty Grand Cherokee

**STE-FOY CHRYSLER** Des conseillers passionnés

2025, Jean-Talon Sud Sainte-Foy (Québec) (418) 682-2025 www.sfchrysler.com

Fernand Delisle Tommy Fournier

Une équipe de vrais passionnés

Grand Caravan p.l. Cruiser Liberty p.l. Cruiser Grand Cherokee Caravan

# VENTE à

Faites vos mises de côté!

Causeuse en cuir combo Couleur bourgogne anglais **999<sup>95</sup>\$**

Ajoutez 1<sup>€</sup> et obtenez ce lit baldaquin 60 pouces vert.

6 chaises Mobilier de cuisine 7 pièces en bois, couleur miel **899<sup>95</sup>\$**

Ajoutez 1<sup>€</sup> et obtenez ce mobilier de cuisine en bois 5 pièces.

Lit en laiton complet, 39 ou 54 pouces Matelas et accessoires en sus **299<sup>95</sup>\$**

Ajoutez 1<sup>€</sup> et obtenez-en un deuxième identique.

Chaise sur billes berçante, pivotante et inclinable Tissu diffère **399<sup>95</sup>\$**

Ajoutez 1<sup>€</sup> et obtenez le tabouret berçant.

Service de livraison

Sortie Saint-Romuald 318 Nord

3<sup>e</sup> Rue Pont Pierre Laporte

Lundi au mercredi . . . . 9h à 17h30  
Jeudi et vendredi . . . . 9h à 21h  
Samedi . . . . . 9h à 17h  
Dimanche . . . . . 11h à 17h

1996, 3<sup>e</sup> Rue, Saint-Romuald 839-7550

MEUBLE EN VRAC

# PLACE PUBLIQUE

Président et Éditeur ALAIN DUBUC  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'éditionnel JEAN-MARC SALVET  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## BLOC-NOTES

### Irak: le Canada face à ses voisins

**L'**Irak. Le monde retient son souffle. Cela se manifeste dans votre courrier, même si vos lettres se préoccupent aussi de la fermeture du bureau météo de Rimouski, des forêts qu'on massacre impunément, de l'acceptation de la pédophilie et de sa variante juvénile, des politiques de l'ADQ qui favorisent ou non les femmes, de l'état de la planète et quoi encore.

Demain, les inspecteurs de l'ONU livreront leur rapport. Après-demain, George W. Bush s'adressera à la nation. Et au monde entier par le biais du petit écran. Vous serez à l'écoute, inquiets. Vous demandez au gouvernement canadien plus d'indépendance face aux Américains, de respecter la décision du Conseil de sécurité de l'ONU.

De Saint-Laurent, le d'Orléans, l'auteur Serge Mongeau croit que Saddam Hussein ne représente pas une menace pour les É.-U. Si le président Bush veut la guerre à tout prix, c'est pour mettre la main sur son pétrole, dit-il, déplorant

l'alignement canadien pour rester dans les bonnes grâces des Américains. Seul le peuple irakien aura à en souffrir, rappelle-t-il, exigeant un débat aux Communes car le premier ministre a le pouvoir, seul, d'engager le Canada dans la guerre. M. Mongeau avise son député (Michel Guimond), qu'il le regardera voter pour s'en souvenir au moment opportun. Il invite tous les Québécois à s'adresser sans tarder à leurs députés.

De Sainte-Foy, Claude Lalonde se réjouit du réveil des pacifistes américains, mais il reste convaincu que la guerre aura lieu quand même. Ben Laden, rappelle-t-il, est devenu un enjeu bien secondaire au profit de Saddam Hussein. Il s'étonne que les États-Unis soient devenus bien complaisants envers la Corée du Nord, qui les défie pourtant ouvertement en poursuivant son programme nu-



Robert Fleury

R.Fleury@lesoleil.com

cléaire, preuve qui n'est pas faite en Irak. « Une fois la guerre terminée et remportée, Saddam Hussein réduit à l'impuissance ou mort et la mainmise sur le pétrole assurée, qui osera critiquer le comportement de l'administration Bush avec un espoir raisonnable d'être écouté? », conclut M. Lalonde.

Alexandre T. Gingras, de Gatineau, écrit à Jean Chretien. Il veut des preuves irréfutables qui pourraient transformer l'Irak en menace à la sécurité planétaire. « Attaquer l'Irak sans preuves tangibles, c'est comme condamner une personne à mort sans

procès. Les Canadiens n'ont pas d'intérêt dans cette guerre », écrit-il. Il ne veut pas que « les mains des gens de notre pays soient tachées du sang d'innocents irakiens », réclamant que le Canada exerce plutôt son influence sur les Américains pour les dissuader et que l'on utilise no-

tre réputation de neutralité face à Israël et aux Palestiniens pour agir comme médiateur afin de désamorcer ce conflit.

Quelques voix contraires se font aussi entendre. Benoît Otis, de Lévis, ne croit pas qu'on doive attendre que Saddam soit en mesure de nous lancer des bombes sur la tête, l'Amérique étant aux États-Unis de vouloir contrôler la planète, alors que nous sommes les premiers à nous abriter sous leur parapluie. Il voit le spectre d'une guerre davantage comme une stratégie dissuasive.

« Si c'est le pétrole qui est en cause, qui d'entre vous serait disposé à changer ses habitudes de vie et à se résigner à utiliser le transport en commun... Jusqu'où êtes-vous prêts à aller? » demande-t-il.

Bon dimanche.

P.S.: Beaucoup de courriels n'affichent pas vos nom, adresse, tel. C'est essentiel pour être publié.



Des milliers de soldats américains sont actuellement déployés au Koweït en prévision d'une guerre en Irak.

#### Pas question d'aller aux États-Unis

Nous sommes prêts à semer la douleur et la mort pour mieux assurer notre emprise sur le monde. Nous sommes les bons. Ils sont les méchants. Nous sommes toujours prêts à maquiller la réalité et à cacher la vérité pour justifier nos guerres. Le cœur me lève de plus en plus souvent devant le cirque américain. De plus en plus immense et arrogant, ce drapau se vide de ce qu'il prétend symboliser.

Il y a aujourd'hui en sol américain près de mille prisonniers retenus sans qu'on sache où et pourquoi. Plus les 600 de Guantanamo dont on ne parle plus. J'ai rayé les États-Unis de ma carte. C'est mon privilège. Un choix qu'il me reste. Pas question d'aller jouer au touriste dans un pays qui bafoue les droits et libertés dans le monde et même chez lui. Et d'y risquer l'emprisonnement pour une réponse hésitante aux questions du douanier.

Michel Giguère  
Québec

#### Les leçons du passé

L'équilibre de la terreur et le bouclier nucléaire n'ont plus leur raison d'être depuis la chute du communisme, même si le président Bush essaie de nous convaincre du contraire.

Notre gouvernement central, soi-disant démocratique, semble plus enclin à satisfaire les caprices de Washington que les demandes traditionnelles du Québec. Il s'apprête à augmenter le budget de la Défense et à nous embarquer dans une nouvelle guerre, sans consultation populaire préalable. Ce que même Mackenzie King n'aurait jamais osé faire.

Les guerres n'ont jamais rien réglé et ne profitent, le plus souvent, qu'aux fabricants d'armes, qu'aux militaires de carrière, qui y voient l'occasion de monter en grade et de rehausser leur prestige, au détriment d'innocentes victimes et de villes en ruines. Nos dirigeants auraient-ils oublié les terribles leçons du passé?

Raymond Dionne  
Saint-Romuald

#### Nos sanctions tuent?

Lors de la dernière manifestation contre la guerre appréhendée contre l'Irak, on pouvait lire sur des pancartes: « Nos sanctions tuent ». Ah oui? Ce n'est pas d'hier que Saddam affame son peuple. L'argent du pétrole irakien servait davantage à acheter un palais supplémentaire, fourbir son arsenal pour menacer ses voisins, ou renforcer son armée pour opprimer davantage son peuple. Les sanctions

prises contre Saddam Hussein au lendemain de la guerre du Golfe avaient justement pour but de corriger cette situation. Le programme « pétrole contre nourriture » avait pour but de permettre à l'Irak d'échanger l'argent du pétrole, non contre des produits de luxe ou de l'armement, mais contre des produits de première nécessité. Évidemment, la nourriture et les médicaments importent peu à Saddam. Il a alors décidé de réduire ses exportations en pétrole, de prendre son propre peuple en otage, pour faire abandonner les sanctions qui le touchaient dans ses priorités.

Est-ce étonnant si notre gau-gauche québécoise, aveuglée par son anti-américanisme, soit tombée dans le panneau? Non seulement ne faut-il pas abandonner les sanctions, mais faut-il s'assurer qu'elles soient appliquées scrupuleusement. Les sanctions n'empêchent pas que les fonds arrivent en Irak: elles empêchent que ces fonds soient utilisés à mauvais escient.

Quand Saddam ne pourra avoir que de la nourriture et des médicaments contre son pétrole, peut-être qu'alors, une partie de cette aide ira à son peuple.

Michel Bellemare  
Beauport

#### Trop de morts

Qui n'a vu les foules se soulever devant l'inquiétude d'une prochaine guerre? Nos communautés votent pour élire des gens qui représentent nos idées, nos opinions, nos besoins et, aujourd'hui, ils doivent lever les bras et crier pour être entendus. Des milliers de personnes veulent être écoutées, respectées. Beaucoup trop de morts. Il n'y a que l'homme qui n'ait pas encore saisi que la guerre n'est pas une solution et que ses conséquences sont irréversibles.

Josée Lecours  
Québec

#### La tentation dangereuse

Il est tentant pour le Canada de prendre part à l'initiative militaire américaine contre l'Irak et ce, sans l'aval des Nations unies. Une tentation dangereuse, mais aussi une aventure inutile, coûteuse et fort risquée sur les plans politique et humanitaire. Heureusement que M. Chretien a rappelé à l'ordre son ministre de la Défense, mais non sans certains atermoiements. Or, on ne peut que féliciter la France et l'Allemagne qui savent dire NON à une telle aventure, n'en déplaise à M. Bush. À l'instar de Berlin et Paris, Ottawa devrait dire NON, en dépit des craintes de représailles. C'est un principe fondamental

de la souveraineté d'un pays de décider si c'est le va-t-en-guerre ou pas. La contribution canadienne devrait plutôt s'articuler autour d'efforts politiques et diplomatiques. Mais il revient d'abord et avant tout à nous, citoyens, de remettre nos responsables politiques dans le droit chemin en les obligeant à adopter une politique étrangère plus constructive, avant-gardiste et créative, de réclamer un vote libre au Parlement pour une question aussi capitale. Les nombreuses manifestations pacifiques de la semaine dernière démontrent bien ce que l'on peut faire pour faire entendre sa voix. La diplomatie est bien loin d'avoir gagné la bataille.

Yvon Gamache  
Québec

#### Sous la coupe des États-Unis

On a annoncé le développement d'une entente de « coopération militaire » entre les États-Unis et le Canada. Après tout, les Américains sont nos voisins, nos amis, comme l'a récemment rappelé le premier ministre Chretien, et puis, nous n'avions pas le choix, de renchérir le ministre de la Défense. Est-ce à dire que nos « amis » sont prêts à nous imposer leur présence par la force si nous n'obtempérons pas?

Comment ignorer la présence militaire des États-Unis partout dans le monde, leur arrogance à refuser que leurs militaires n'aient à répondre de leurs actes devant le Tribunal pénal international?

Notre proximité géographique devrait nous conduire à exprimer notre opposition avec plus de force que tout autre pays face à des comportements politiques que nous ne partageons pas. Notre faiblesse ne fera que renforcer le mépris que les États-Unis affichent déjà à notre endroit. Par ailleurs, ce n'est pas en étant étroitement associé au gouvernement américain que le gouvernement canadien évitera les attaques de terroristes chez lui, bien au contraire.

Serge Genest  
Québec

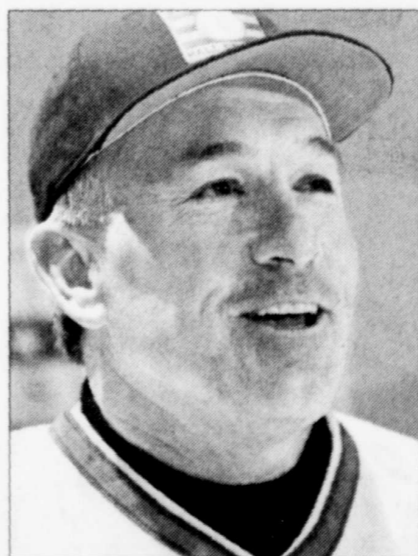
#### Un pasteur lucide

Dans son éditorial sur la hausse du taux d'avortement du 21 janvier, Julie Lemieux témoigne de cette « sagesse » à courte vue qui ne voit dans la grossesse non désirée qu'un cauchemar à éviter à tout prix, et dans la contraception élargie (la pilule du lendemain causant elle-même un avortement!), le remède infaillible qui doit nécessairement accompagner le dialogue éducatif avec nos jeunes.

Dans ce contexte, le compte-rendu de

la première conférence de presse du nouvel archevêque de Québec, M<sup>re</sup> Marc Ouellet, me semble une bouffée d'air frais. Ses convictions sont ancrées non seulement dans sa foi au Dieu de Jésus-Christ, mais dans sa foi en l'homme d'aujourd'hui, en ces jeunes qu'il veut rejoindre grâce à une nouvelle évangélisation. Face au dégoût provoqué par l'histoire du réseau de prostitution juvénile, il oppose une solution vraiment radicale et toujours neuve: « encourager les jeunes à l'abstinence, à la chasteté, avant de leur offrir des condoms », « les encourager à se connaître et à s'aimer avant d'avoir des relations sexuelles ». Une stratégie plus efficace que recourir au bling factice et toujours déficient des techniques contraceptives.

Anne-Marie Bégin-Bochud  
La Pocatière



Le joueur de baseball Gary Carter

#### Carter au Temple de la renommée

Je suis heureux de la nomination de Gary Carter au Temple de la renommée. Le Panthéon a accueilli un homme fier, humble et chaleureux. Il se souvient de ses fans montréalais et de partout. Merci pour cet esprit de reconnaissance. Vous êtes l'ambassadeur par excellence de la qualité et du sens humain.

Germain Dumas  
Saint-Noël

#### La mort assistée

(au ministre Martin Cauchon sur la réforme du code criminel canadien)

J'ai milité pendant 17 années pour la promotion des droits, des libertés et des responsabilités des personnes en fin de vie ou en agonie irréversibles,

dont 10 ans comme président de l'ex-Fondation Responsable jusqu'à la fin, et j'ai participé, l'automne dernier, au congrès de la Fédération mondiale des sociétés sur le droit de mourir (37 sociétés et 23 pays, dont 366 000 membres à travers le monde). La population canadienne est très favorable au mourir volontaire assisté, accompagné, facilité lorsque la fin de la vie, l'agonie, sont irréversibles: en 1995, 80% des populations québécoise et canadienne voulaient un changement à l'article 241b du Code pénal canadien. Il est temps d'entreprendre ce processus démocratique, les valeurs actuelles de la société canadienne l'exigent.

Bien sûr, cette dépenalisation amènera une pratique professionnelle conditionnelle, solidement encadrée dans la Loi sur la Santé et les Services sociaux de chaque province. Les 20 ans d'expérience de la Hollande, et plus récemment de la Belgique, nourriront nos discussions et orienteront nos choix de société.

En 1995, le Comité sénatorial spécial sur l'euthanasie et l'aide au suicide ne s'est opposé qu'avec une faible majorité au mourir assisté. Selon moi, sept ans plus tard, devant l'évolution de la société canadienne, un tel Comité accepterait majoritairement cette dépenalisation du mourir, en autant qu'elle soit conditionnelle et bien encadrée. La population est plus éclairée sur le sujet.

Cette dépenalisation amènera moins d'hypocrisie et plus de transparence, de calme, de sécurité, de sérénité, de dignité, de noblesse, de compassion et de solidarité, tant chez la personne en fin de vie que chez ses proches et soignants. L'augmentation de la sécurité, pour éviter les abus potentiels, passera par l'équipe interdisciplinaire, secondée par les comités de bioéthique déjà bien nombreux et très solides.

Ainsi la qualité de la fin de la vie n'en sera que bonifiée, pour le bien de tous, et même pour le bien de la vie.

Yvon Bureau l.s.

Québec

#### ÉCRIVEZ-NOUS!

Votre opinion compte pour nous. Pour être publiés, vos courriels ou vos lettres doivent être très courts, d'intérêt public, identifiés de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Nous nous réservons le droit de les résumer, de les raccourcir ou de ne pas les publier.

Adressez-les comme suit:

Par courriel: opinion@lesoleil.com  
 Par la poste: Carrefour des lecteurs Journal Le Soleil 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547 Succ. Terminus, Québec, QC, G1K 7J6

# Reprise des négos bientôt avec les médecins spécialistes

MONTRÉAL (PC) — Les négociations entre les médecins spécialistes et le ministre de la Santé et des Services sociaux, rompues depuis le 9 décembre, devront reprendre « dans les prochains jours », a indiqué le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), cité par le quotidien *La Presse*, hier.

M. Dugré a reconnu que, depuis mercredi, il discutait quotidiennement avec le ministre François Legault afin d'établir des « bases qui permettront de reprendre les négociations ».

Au ministère, on confirmait que MM. Dugré et Legault ont eu un dernier échange vendredi matin, mais on refusait de donner un échéancier pour le retour aux pourparlers formels.

« Le ministre souhaite que les négociations reprennent le plus vite possible », a affirmé l'attachée de presse de M. Legault, Anne Marotte. Ce dernier, rappelle-t-elle, a enjoint aux médecins spécialistes de cesser leurs moyens de pression le plus vite possible.

Les médecins spécialistes, qui exercent des moyens de pression depuis la rupture des négociations, demandaient au ministre Legault de leur faire une offre « acceptable » et les soustraire à l'application de la Loi 142 sur les effectifs médicaux avant de reprendre les négociations.

Jusqu'à récemment, le ministre Legault offrait aux médecins spécialistes 140 millions \$ en un an pour améliorer leur rémunération ainsi que

leurs conditions de travail.

Les médecins, de leur côté, réclament 800 millions \$ en trois ans, somme qui leur permettrait notamment d'ajuster leurs salaires à ceux des médecins spécialistes des autres provinces du Canada.

Lors des récentes discussions avec le D<sup>r</sup> Dugré, le ministre Legault a évoqué la possibilité de bonifier son offre de base en injectant dans la réduction des listes d'attente une partie des fonds en santé qu'Ottawa versera aux

provinces. « C'est une des demandes majeures des spécialistes et le ministre semble bien le comprendre, commentait M. Dugré. Nous voyons aussi dans les propos du ministre le désir sincère de mettre à niveau la rémunération pour éviter l'exode des cerveaux ».

Le dégel dans les relations entre les médecins spécialistes et le ministre survient au moment où ces derniers commencent à envisager la tenue d'une quatrième journée d'études.

Concours de journalisme scientifique

**Bourse Fernand-Seguin 2003**

Bourses et stages en journalisme scientifique

Date de clôture : vendredi 11 avril 2003 - 17 heures

Pour obtenir le dépliant veuillez vous adresser à :

**Bourse Fernand-Seguin**  
Association des communicateurs scientifiques  
1124, rue Marie-Anne Est, bureau 12  
Montréal (Québec) H2J 2B7  
Tél. : 514-944-4388, poste 250  
ou à la station de Radio-Canada de votre région

Avec la collaboration de :

Québec Ministère de la Culture et des Communications

iScience

SCIENCE-PRESSE

L'OREAL CANADA

LE SOLEIL

MERCK FROSST

La Presse

## Le pétrole échappé du « Tricolor » menace les côtes belges

BRUXELLES (AP) — Alors que plusieurs centaines d'oiseaux mazoutés ont déjà été recueillis à terre, les autorités belges tentaient samedi d'empêcher le pétrole qui s'échappe du *Tricolor* de polluer leurs plages.

En raison d'une fuite sur la coque du navire qui a sombré dans la Manche le 14 décembre, une trainée d'hydrocarbure longue de quatre kilomètres et large de 150 mètres se dirigeait samedi vers les côtes belges.

« Nous devons préserver notre patrimoine naturel », a déclaré le gouverneur de province, Paul Bryne, qui prévoyait de disposer des tampons flottants autour de certaines zones le long de la côte de 66 kilomètres menacée. « Nous devons maintenir la vague de pollution en mer », a ajouté M. Bryne.

Les autorités ont annoncé que des opérations de prévention effectuées en mer étaient impossibles, les plaques de pétrole ayant déjà formé de petites boulettes.

L'armée belge a pour sa part mobilisé 120 soldats pour commencer le nettoyage des plages.

Depuis deux jours, plusieurs centaines d'oiseaux mazoutés ont été retrouvés sur les plages. « Ce n'est que la partie visible de l'iceberg », a déclaré Jan Rodts, le directeur de l'agence régionale de protection des oiseaux. « Dix pour cent sont lavés à terre, 90 pour cent meurent en mer ».

Les autorités ne savent pas encore depuis quand le *Tricolor* a commencé à fuir.

## Dominique Boivin est retrouvée morte

MONTRÉAL (PC) — Le corps retrouvé hier après-midi sur les berges du fleuve Saint-Laurent, dans le quartier Pointe-aux-Trembles, à Montréal, est celui de Dominique Boivin.

La femme de 32 ans avait accouché le 7 janvier à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal. Une semaine plus tard, elle s'était enfuie de sa chambre, à l'insu du personnel infirmier et de son mari, abandonnant son bébé derrière elle.

Dominique Boivin souffrait d'un mal d'oreille très douloureux, qui l'avait même poussée à une tentative de suicide en novembre.

Ce sont des piétons qui ont fait la découverte du corps, lequel ne portait pas de traces de violence. Une enquête a été ouverte.

# Vente du million

36 versements sur toute la marchandise

**Pacifique**

Mobilier de chambre 6 mcs

RABAIS de 200\$  
courant: 1319<sup>99</sup>  
SPÉCIAL: 1119<sup>99</sup>

par mois 31<sup>11</sup>

**MATELAS VOGUE**  
COUSSINETS PLEINE LARGEUR  
660 RESSORTS • SANS ROTATION  
Garantie 10 ans, 100 %

MATELAS	COURANT	SPÉCIAL	36 MOIS
39 po	629 <sup>99</sup>	509 <sup>99</sup>	14 <sup>17</sup>
54 po	699 <sup>99</sup>	559 <sup>99</sup>	15 <sup>56</sup>
60 po	799 <sup>99</sup>	639 <sup>99</sup>	17 <sup>78</sup>
78 po	1199 <sup>99</sup>	959 <sup>99</sup>	26 <sup>67</sup>

**SOMMEX**

Spécial 899<sup>99</sup> 60po  
L'ensemble sommier et matelas par mois, 25<sup>00</sup>

RABAIS de 230\$  
courant: 1129<sup>99</sup>  
SPÉCIAL: 899<sup>99</sup>

**MEILLEUR GARANTI PRIX**

**Sofa**

RABAIS de 70\$  
courant: 579<sup>99</sup>  
SPÉCIAL: 449<sup>99</sup>

par mois 12<sup>50</sup>

**Fauteuil**

RABAIS de 50\$  
courant: 449<sup>99</sup>  
SPÉCIAL: 399<sup>99</sup>

par mois 11<sup>11</sup>

**RODI Causeuse**

RABAIS de 50\$  
courant: 349<sup>99</sup>  
SPÉCIAL: 299<sup>99</sup>

par mois 8<sup>33</sup>

**Magazinez en ligne: www.tanguay.ca**  
site sécuritaire et transactionnel

# TANGUAY

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province

LES SAULES 4875, boul. de l'Ornière 1 800 563-4411 • (418) 871-4411

BEAUPORT 535, boul. Sainte-Anne 1 800 563-4282 • (418) 687-4282

LÉVIS 5720, boul. Étienne-Duval (angle Kennedy) 1 800 563-4511 • (418) 833-4511

SAINT-GEORGES DE BEAUCE 8905, boul. Lacerte 1 877 295-4411 • (418) 228-4411

RIMOUSKI 827, boul. Sainte-Anne, Route 132 1 800 483-4411 • (418) 725-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP 245, boul. de l'Église 1 800 510-4711 • (418) 967-4711

TROIS-RIVIÈRES 2206, boul. des Rivières 1 800 465-2200 • (819) 373-1111

SAGUENAY 1900, boul. Tardif 1 800 363-4711 • (418) 696-4411

\* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.